

p. B. 73. Corée 01. (25) U'CG.

afa
b.

Marcel L u y

RAPPORT FINAL DU CHEF DE LA DELEGATION SUISSE
A LA COMMISSION DES NATIONS NEUTRES POUR LA SURVEILLANCE DE
L'ARMISTICE EN COREE

30 décembre 1964 - 13 août 1965



Table des matières

	<u>page</u>
Introduction	1
La commission militaire d'armistice	3
La commission neutre de contrôle	3
Rückbildung und Stand der Aufgaben und des Zuständigkeitsbereichs der Neutralen Ueberwachungskommission in den Jahren 1955-1965 unter Berücksichtigung des von der Schweiz übernommenen Mandates	
A. Einleitung	7
B. Die Reduktion und Auflösung der neutralen Inspektionsgruppen	9
C. Das Problem um Paragraph 13 lit. d des Waffenstillstandsabkommens	21
La délégation suisse	
A. Organisation interne	37
B. Relations extérieures	40
Conclusions	42

INTRODUCTION

Le Conseil fédéral m'ayant nommé dans sa séance du 11 décembre 1964 en qualité de membre de la commission des nations neutres pour la surveillance de l'armistice en Corée et chef de la délégation suisse, j'ai quitté Berne le 19 décembre pour l'Extrême-Orient. Mon voyage par l'itinéraire habituel s'est effectué dans les excellentes conditions que l'on doit à la courtoisie des autorités militaires américaines; elles ne négligent aucun effort pour rendre ce déplacement aussi agréable qu'intéressant. J'ai voyagé en civil de Berne à Tokio. Il en a été de même lors de mon retour en Suisse.

Arrivé à Pan Mun Jom le 30 décembre, j'ai repris le même jour la direction de la délégation après avoir été accueilli par le colonel Walther Trudel qui assumait cette tâche à titre intérimaire depuis le 24 novembre 1964, date du départ de Corée de M. Arthur Geiser.

Ma mission a pris fin le 13 août 1965. En attendant l'arrivée de mon successeur prévue vers la mi-septembre, le major Rudolph Homberger a été désigné en qualité de chef intérimaire de la délégation. Les visites protocolaires d'usage accomplies, j'ai quitté la Corée le 13 août pour Tokio et la Suisse.

*

* *

L'état stationnaire de l'ensemble des activités - celle de la NNSC y comprise - dont Pan Mun Jom est le centre, frappe l'attention de celui qui a l'occasion de suivre une deuxième fois ce qu'il est convenu d'appeler les "affaires d'armistice" en Corée. Le climat de routine est demeuré au même point qu'à l'époque de ma première mission en 1962/63. Je n'ai dès lors

pas cru devoir adopter pour la rédaction du présent rapport la forme traditionnelle qui m'aurait amené, d'une manière générale, à répéter ce qui a déjà constitué l'essentiel de mon rapport final d'avril/mai 1963.

En revanche, j'y ai introduit un nouveau chapitre consacré à l'examen rétrospectif des questions fondamentales qui ont été au centre des préoccupations de la commission neutre de contrôle à partir de l'année 1955. La documentation à disposition de la délégation, dont le classement analytique a été pratiquement terminé en 1965, m'a engagé à le faire. J'ai estimé qu'il pourrait être utile de dégager dans le cadre d'une étude historique et juridique les grandes lignes des problèmes essentiels qui se sont posés à la NNSC au cours des dix dernières années: réduction de ses effectifs; retrait des équipes de contrôle; abrogation de l'article 13 d de la convention d'armistice par le commandement des nations unies. Cette étude a été menée à chef par le capitaine Walter Meier, secrétaire de la délégation suisse. Je tiens à le remercier de sa collaboration.

LA COMMISSION MILITAIRE D'ARMISTICE

La plupart des rapports finaux des 23 chefs de délégation qui se sont succédés en Corée depuis le mois de juillet 1953 ont décrit d'une manière qui m'apparaît aujourd'hui exhaustive les tâches de la commission militaire d'armistice. On sait que le MAC n'a jamais été en mesure d'exercer une activité quelque peu positive; on n'ignore pas non plus que les séances de la commission d'armistice ne sont généralement que l'occasion d'échange d'accusations où la violence du langage reflète la tension qui règne entre le nord et le sud de la Corée.

L'impression que m'ont laissées les 16 réunions du MAC convoquées en 1965 pendant la durée de mes fonctions - et dont j'ai suivi de près le déroulement - a confirmé une fois encore ce qui précède. Les questions qui y ont été soulevées ont fait l'objet de mes rapports périodiques au département politique.

LA COMMISSION NEUTRE DE CONTROLE

Sa tâche continue d'être limitée à l'exercice de fonctions purement formelles. Personne, je crois, n'attache plus guère d'importance à l'activité d'ailleurs parfaitement illusoire de la commission neutre. La délégation tchécoslovaque elle-même qui auparavant ne négligeait aucune occasion de souligner le rôle important de la NNSC, m'a paru ne manifester qu'un intérêt modéré pour l'activité de la commission. Cette attitude traduit-elle une certaine lassitude du gouvernement tchécoslovaque à l'égard de la NNSC ? Il est permis de l'imaginer si l'on considère aussi que pour la première fois depuis 1953, le poste de membre tchèque de la commission a été vacant pendant onze mois soit du 19 mai 1964 au 16 avril 1965. Cette situation a pris fin avec la désignation du colonel Karel Borsky, "Alternate Member" de la délégation tchécoslovaque, aux fonctions de membre de la NNSC avec rang d'ambassadeur.

Quant à la délégation polonaise dont le nouveau chef, le général W. Kopijkowski, est arrivé à Pan Mun Jom au mois de février, elle reconnaît - ce qui n'était pas le cas en 1962/63 - que les fonctions de la commission neutre sont maintenant limitées et que son utilité réside plutôt dans sa présence.

L'évolution de l'opinion de ces deux délégations n'est certainement pas étrangère à l'état actuel des relations sino-soviétiques; je ne tirerai cependant pas des conclusions définitives de l'attitude des Tchéco-Polonais dont on connaît l'aptitude aux volte-face.

Pendant la période du 30 décembre 1964 au 13 août 1965, la commission neutre a tenu 33 séances dont une extraordinaire; elle ne s'est occupée que de questions de routine à l'exception des deux affaires suivantes:

A la 205ème réunion de la commission militaire d'armistice qui a eu lieu le 9 avril, le général William P. Yarborough, délégué du commandement des nations unies au MAC, a soulevé quelques points ayant trait aux difficultés rencontrées par la NNSC en 1956 et 1957. Il a repris notamment, en la citant, l'accusation faite par l'UNC le 31 mai 1956 contre le côté nord "to continue its practice of exploiting the unneutral conduct of the Czech and Polish Members in vetoing embarrassing inspections...". Ce rappel d'un passé sur lequel ils déclarent ne pas vouloir revenir a visiblement embarrassé les deux membres communistes de la commission neutre qui tiennent à entretenir de bons rapports avec les représentants du commandement des nations unies. Soucieux aussi de ne pas s'exposer au risque d'être blâmé par le côté nord pour ne pas avoir réagi à cette "attaque" de l'UNC, ils ont choisi après s'être entretenus de la question avec mon collègue suédois et moi-même de ne pas protester en séance de la commission mais de faire de très vagues représentations au général Yarborough comme le leur permet d'ailleurs l'article 50 de la convention d'armistice. Un dîner qui a eu lieu le 14 avril au camp suédois leur en a donné l'occasion; l'affaire a été réglée au cours d'une conversation très courtoise entre le colonel tchécoslovaque Borsky et le délégué de l'UNC-MAC.

Pour marquer le règlement définitif de l'incident, le colonel Borsky a fait à la séance de la commission neutre du 27 avril la déclaration suivante:

"At the 205th Meeting of the Military Armistice Commission, held on 9 April 1965, the Senior Member of the UNC-side to the MAC took up some problems concerning the activities of the NNSC in the past. Acting on behalf of the Czechoslovak and Polish Delegations to the NNSC and with reference to paragraph 50 of the Armistice Agreement, I have settled the matter in the course of discussion with General Yarborough."

Nous nous sommes limités, mon collègue suédois et moi-même, à prendre note de cette déclaration.

Si l'on considère qu'une même affaire avait provoqué - la dernière fois à la séance de la NNSC du 19 décembre 1961 - une déclaration violente des délégués tchèque et polonais contre le commandement des nations unies, on mesurera mieux le chemin parcouru depuis lors par les membres communistes de la commission neutre qui s'efforcent présentement de placer leur comportement à l'égard de l'UNC sous le signe de la coexistence pacifique alors que leur attitude vis à vis du côté sino-coréen apparaît de plus en plus réservée.

L'introduction de nouvelles armes en Corée du Sud (F-5 supersonic jet fighters & guided missiles) annoncée par le commandement des nations unies le 30 décembre 1964, a fait l'objet d'une protestation du Senior Member KPA/CPV-MAC à la séance de la commission militaire d'armistice du 3 mai 1965. Le même jour, le général Pak Jung Kuk adressait une lettre à la commission neutre de contrôle, dont le contenu reprenait l'essentiel de ses déclarations au MAC; la lettre se terminait en exprimant "l'espoir" que la NNSC "will pay a serious attention to and consider the... crime committed by the UNC-side, taking necessary steps".

Cette affaire a été examinée par la commission neutre lors de ses séances des 4, 11 et 14 mai. Elle a été réglée d'une manière objective et dans le même sens qu'en 1958/59 lorsque la commission avait été appelée à se prononcer sur un cas analogue (introduction par l'UNC de "Matador missiles").

A la séance du 14 mai, les Tchéco-Polonais ont soumis eux-mêmes un projet de réponse au général Pak et qui reprenait le texte de la lettre proposé en mars 1959 par la délégation suisse dans l'affaire "Matador". Ils ont renoncé sans difficulté à un essai d'inclure dans ladite communication une phrase qui aurait équivalu à un jugement porté sur le commandement des nations unies, dès qu'ils se rendirent compte que leur proposition se heurtait à l'opposition des délégations suisse et suédoise. La lettre de la NNSC au représentant du côté sino-coréen a été signée le 14 mai par les quatre membres de la commission neutre; une copie de cette réponse et celle de la lettre du général Pak Jung Kuk du 3 mai ont été transmises à la commission militaire d'armistice, pour son information.

Le comportement des délégués tchécoslovaque et polonais au cours de ces discussions a montré une fois encore l'importance qu'ils attachent à sauvegarder l'unanimité de la commission neutre.

RUECKBILDUNG UND STAND DER AUFGABEN UND DES ZUSTAENDIGKEITSBEREICHES
DER NEUTRALEN UEBERWACHUNGSKOMMISSION IN DEN JAHREN 1955-1965
UNTER BERUECKSICHTIGUNG DES VON DER SCHWEIZ UEBERNOMMENEN MANDATES (1)

A. Einleitung

Im Waffenstillstandsabkommen verpflichteten sich die beiden Vertragsparteien in Paragraph 13 unter anderem, zur Sicherung der Stabilität des militärischen Waffenstillstandes und zur Erleichterung der Herbeiführung einer friedlichen Lösung in Korea vom Tage der Unterzeichnung des Abkommens an keine Verstärkungen an Militärpersonal und Kriegsmaterial vorzunehmen. Während die Durchführung und die Ueberwachung des Waffenstillstandes sowie die Behandlung allfälliger Verletzungen des Abkommens auf dem Verhandlungswege der Militärischen Waffenstillstandskommission (MAC) obliegen, wurde für einige spezifische Ueberwachungs-, Beobachtungs-, Inspektions- und Untersuchungsfunktionen im Sinne von Paragraph 13 lit. c und d und Paragraph 28 AA die Neutrale Ueberwachungskommission (NNSC) konstituiert. Die Parteien haben gemäss Paragraph 13 lit. c und d AA die Ein- und Ausfuhr von Militärpersonal und Kriegsmaterial ausschliesslich über die im Abkommen genannten je fünf Einfuhrhäfen zu leiten. Die Kontrolle an jedem dieser zehn Orte war durch zehn dort stationierte feste Inspektionsgruppen der Ueberwachungskommission auszuüben. Deren Berichte wertete die Kommission aus und sie erstattete ihrerseits der Waffenstillstandskommission Bericht. Ausser diesen festen Teams waren gemäss Paragraph 42 lit. e AA zehn mobile Inspektionsgruppen bereitzuhalten, um bedarfsfalls die in Paragraph 28 AA genannten Beobachtungen und Besichtigungen vorzunehmen. Antragsberechtigt für die Entsendung dieser Gruppen waren die Waffenstillstandskommission oder der Delegationschef der einen oder andern Partei in dieser Kommission; der Beschluss innerhalb der Ueberwachungskommission, einem solchen Gesuche stattzugeben, kam durch Stimmenmehrheit zustande.

Der Erfolg dieser Ueberwachung war von Beginn an fragwürdig. Die gegensätzlichen Auffassungen der Kriegsparteien über Sinn und Auslegung des Abkommens sowie die Struktur der Ueberwachungskommission erschwerten die

(1) Ce chapitre a été rédigé par le cap. W. Meier, Dr. en droit, Secrétaire de la délégation.

Tätigkeit der Kontrollgruppen in zunehmendem Masse. Das Kommando der Vereinten Nationen (UNC) wünschte anfänglich eine intensive Kontrolle, während die Befehlshaber der koreanischen Volksarmee und der chinesischen Freiwilligen (KPA/CPV) zu beschränken suchten. Gegen den vehementen Widerstand des polnischen und des tschechoslowakischen Mitgliedes versuchten die Schweizer und Schweden die sehr unterschiedlichen Kontrollmethoden in den festen Gruppen im Norden und Süden etwas anzugleichen. Der Einsatz der mobilen Gruppen stiess auf die gleichen grundsätzlichen Schwierigkeiten. Wegen des selten verlangten Einsatzes dieser Gruppen - sie hatten ihre Tätigkeit bis zum November 1953 nur viermal auszuüben - verringerte man auf schweizerischen Antrag hin deren Zahl bereits Ende 1953 von zehn auf sechs. Mit der Verminderung des Bestandes war der erste Schritt zur schliesslichen Auflösung der neutralen Inspektionsgruppen bereits getan. Die Stimmen für einen weiteren Abbau der weitgehend zur Fiktion gewordenen Kontrolltätigkeit der Ueberwachungskommission wurden aber immer lauter. Deren Desaktivierung und die damit verbundenen monatelangen Erörterungen innerhalb der Kommission in den ersten Jahren ihres Bestehens hängen denn auch mit dem Problem der Inspektionsgruppen eng zusammen und bilden den ersten Teil der folgenden Darstellung. Es handelt sich dabei um das Hauptkapitel in der schrittweisen Rückbildung der Aufgaben und des tatsächlichen Zuständigkeitsbereichs der Ueberwachungskommission.

Nach Auflösung der neutralen Inspektionsgruppen bildete sich - gleichsam als logische Folge und wiederum als Ausdruck der strukturellen Mängel des Abkommens - der Problemkreis um Paragraph 13 lit. d AA, der den Vertragsparteien die Verpflichtung auferlegt, keine Verstärkungen an Kriegsmaterial nach Korea zu bringen. Dieser zweite Fragenkomplex ist zugleich letztes Glied der Rückbildung zur heutigen weitgehend symbolischen Stellung der Neutralen Ueberwachungskommission. Der vorerst aus politisch-propagandistischen Gründen geschürte Aufruhr um die Einfuhr neuer Waffen nach Korea ist indessen auch heute noch nicht zur Ruhe gekommen und hat kürzlich im Schosse der Ueberwachungskommission wieder einige Wellen geworfen.

Die beiden sich zeitlich überschneidenden Themata stehen schliesslich in engem inneren Zusammenhang und deren Analysierung führt immer wieder auf die gleichen Ursachen der bei der Anwendung des Waffenstillstandsabkommens aufgetretenen und weitgehend voraussehbar gewesenen Schwierigkeiten zurück.

B. Die Reduktion und Auflösung der neutralen Inspektionsgruppen

Die Vorgeschichte für die Reduktion der neutralen Inspektionsgruppen aus Gründen der Einschränkung der Personalbestände der Ueberwachungskommission ist an anderem Orte einlässlich dargestellt (1) und wird als bekannt vorausgesetzt. Die Ausgangsposition, wie sie sich in den ersten Monaten des Jahres 1955 ergab, lässt sich dahin zusammenfassen, dass sich die Regierung der Vereinigten Staaten mit der gänzlichen Aufhebung der neutralen Inspektionsgruppen einverstanden erklärte, während die Regierung der Volksrepublik China eine Reduktion nur insoweit als tragbar erachtete, als dadurch die Kontrolle der Durchführung des Waffenstillstandsabkommens nicht berührt würde. Die interessierten Regierungen regten an, zwischen den vier in der Ueberwachungskommission vertretenen Staaten Verhandlungen einzuleiten, und sie betrauten deren Mitglieder mit der Behandlung der heiklen Aufgabe (2). Schweizerischerseits kam im Sinne ihres Mandates nur eine Lösung in Frage, die schliesslich für beide Parteien eine annehmbare Vertragsänderung bedeuten würde. Paragraph 42 lit. e AA lässt die Möglichkeit offen, im Einvernehmen der Delegationschefs beider Parteien die Zahl der mobilen Inspektionsgruppen zu verringern, was denn auch Ende 1953 ein erstes Mal getan wurde. Für die festen Teams lässt sich zumindest aus dem Wortlaut der in Frage kommenden Paragraphen 40 lit. a und 42 lit. e AA eine ähnliche Befugnis nicht ableiten. Nach langwierigen offiziellen und privaten Verhandlungen einigten sich die vier Mitglieder der Ueberwachungskommission am 3. Mai 1955 mit Zustimmung ihrer Regierungen auf eine Kompromissformel (3). Die Empfehlung an die Adresse der Waffenstillstandskommission auf Grund schweizerischer und schwedischer Vorschläge war des Inhalts, je zwei feste Inspektionsgruppen aus Nord- und Südkorea zurückzuziehen und die verbleibenden sechs Teams in sogenannte Untergruppen (Subteams) im Sinne von Paragraph 40 lit. b AA umzuwandeln (4).

-
- (1) Bericht des Bundesrates an die Bundesversammlung über die Mitwirkung schweizerischer Delegierter bei der Durchführung des am 27. Juli 1953 in Korea abgeschlossenen Waffenstillstandsabkommens vom 26. April 1955, S. 62-65.
 - (2) Interessant ist in diesem Zusammenhang, dass die Ueberwachungskommission dabei nicht mehr im Rahmen ihres im Waffenstillstandsabkommen übertragenen Mandates tätig war, sondern sich als eine Art "Botschafterkonferenz" zu konstituieren hatte, deren Mitglieder durch die Weisungen ihrer Regierungen gebunden waren.
 - (3) NNSC Doc. 133
 - (4) Bestehend aus mindestens zwei Mitgliedern, von denen eines den von der UNC-Seite, das andere den von der KPA/CPV-Seite bezeichneten, im Sinne des Waffenstillstandsabkommens neutralen Staaten angehören soll.

Die Nordseite stimmte am 14. Juli 1955 der Empfehlung zu (1). Infolge der aus grundsätzlichen Ueberlegungen vorerst einem Entscheide ausweichenden Südseite - sie erfolgte am 29. August 1955 (2) - wurde die Reduktion erst auf den 6. September 1955 wirksam. Während das Kommando der Vereinigten Nationen in seinem Begleitschreiben an die Ueberwachungskommission diese Massnahme ausdrücklich als "a temporary measure only" qualifizierte und wegen der Obstruktion durch die Nordneutralen (die vom Oberkommandierenden der koreanischen Volksarmee und vom Befehlshaber der chinesischen Freiwilligen gemeinsam bezeichneten neutralen Staaten) die Auflösung der Kommission als "the only satisfactory solution of the problem" bezeichnete (3), betrachtete das Senior Member KPA/CPV-MAC diesen Schritt als "tentative measure" (4), die keinen Einfluss auf den Status der Einfuhrhäfen im Sinne des Abkommens haben und die Rolle der Ueberwachungskommission keineswegs herabmindern sollte.

Schweizerischer- und schwedischerseits sah man in dieser Reduktion eine lediglich vorläufige, da nicht vollends befriedigende Massnahme. Bereits im Herbst 1955 erwog man weitere Schritte in der eingeschlagenen Richtung. Entsprechende Fühler und Anregungen der Polen und Tschechoslowaken in Panmunjom gründeten offenbar in deren Erkenntnis, die beiden übrigen Kommissionspartner gäben sich mit der vorgenommenen Herabsetzung nicht zufrieden, und sie mögen darin eine gewisse Gefährdung der Existenz der Ueberwachungskommission gesehen haben. Deren Vorschläge zu Vereinfachungen und Personaleinsparungen vermochten aber den grundsätzlichen Forderungen der schweizerischen und der schwedischen Delegation nicht gerecht zu werden. Postulat blieb weiterhin der gänzliche Rückzug der noch verbleibenden sechs festen Inspektionsgruppen. Diesem Begehren verlieh die Schweiz durch diplomatische Schritte in Peking, Warschau und Prag den notwendigen Nachdruck. Parallel zu diesen Demarchen auf Regierungsebene wurde das Problem auch in Panmunjom in inoffiziellen Sitzungen diskutiert.

Im Januar 1956 erklärte die Nordseite zwar ihre Bereitschaft zu einem weiteren Abbau der Aussenposten, beharrte aber noch immer auf dem Grundsatz der lokalen Kontrolle durch je ein festes Inspektionsteam im Norden und Süden und

(1) 61. MAC-Meeting

(2) 66. MAC-Meeting

(3) NNSC Doc. 168

(4) NNSC Doc. 171

dem Vorbehalt periodischer ambulanter Besuche in den übrigen Einfuhrhäfen. Des weitern schlug sie die Herabsetzung der Zahl der mobilen Gruppen von sechs auf deren zwei vor.

Anfangs Februar 1956 sah die Schweiz den Zeitpunkt für gekommen, den Regierungen in Peking, Warschau und Prag Noten überreichen zu lassen, in denen erneut der Rückzug der festen Inspektionsgruppen nahegelegt wurde, um einer Fiktion, die dem Ansehen der Ueberwachungskommission je länger je mehr schaden musste, ein Ende zu setzen.

Ende des gleichen Monats kam das Problem auch im Schosse der Waffenstillstandskommission zur Sprache (1). Der Vertreter der Nordseite machte die Gegenpartei für das schlechte Funktionieren der Ueberwachungskommission verantwortlich und bezeichnete die Behauptungen über die Unwirksamkeit dieses Organs als einen Deckmantel für die illegale Wiederaufrüstung der südkoreanischen Armee. Das Senior Member der Südseite, Admiral Moore, wies diese Unterstellungen zurück und erklärte in einer anschliessenden Pressekonferenz, die Aufrechterhaltung der Ueberwachungskommission in der gegenwärtigen Form bedeute die einseitige Einhaltung des Waffenstillstandsabkommens zum Nachteile des Kommandos der Streitkräfte der Vereinigten Nationen.

In der ersten Märzhälfte 1956 liess auch die schwedische Regierung in Peking, Warschau und Prag eine sogenannte "Kompromisslösung" in Vorschlag bringen, die auf einen ad-interim-Rückzug der sechs festen Inspektionsgruppen abzielte, wobei aber der Ueberwachungskommission das Recht zur Entsendung der Kontrollgruppen in die Einfuhrhäfen vorbehalten bleiben sollte.

Schliesslich sandte der Aussenminister der Volksrepublik China am 9. April 1956 eine Note an die britische Regierung, in der er auf die Vorschläge der Schweiz und Schwedens hinwies und gleichzeitig der meinung Ausdruck gab, dass allein mit der Lösung der Frage der friedlichen Wiedervereinigung Koreas und vor allem mit dem Abzug aller fremden Truppen aus Korea sich die praktischen Schwierigkeiten, wie sie von der schweizerischen und schwedischen Regierung wiederholt erwähnt worden seien, lösen liessen. Die Regierung Chinas schlug zu diesem Zwecke die Einberufung einer Konferenz der

(1) 69. MAC-meeting

interessierten Regierungen vor. In ihrer Antwortnote vom 28. Mai 1956 bestand die britische Regierung auf der Trennung der Frage der Neutralen Ueberwachungskommission von derjenigen der Wiedervereinigung Koreas und schob ihrerseits die Verantwortung für die Schwierigkeiten in der Arbeit des genannten Gremiums den Chinesen und Nordkoreanern zu. Mit dem an den Adressaten der Note gerichteten Vorwurf, fortlaufend Militärpersonal und Ausrüstung durch andere als im Waffenstillstandsabkommen vorgesehenen Einfuhrhäfen eingeführt zu haben, traf sie zweifellos den schwächsten Punkt und zugleich das Kernproblem der ganzen Ueberwachungstätigkeit, nicht ohne auch mit einem Hinweis auf die Obstruktion durch die polnischen und tschechoslowakischen Mitglieder in der Ueberwachungskommission das unerfreuliche Bild abzurunden.

Nur wenige Tage später verschob sich der Mittelpunkt des Geschehens nach Panmunjom. Am 31. Mai 1956 gab das Senior Member des UNC-MAC, Generalmajor Gard, in der Sitzung der Militärischen Waffenstillstandskommission die vorübergehende Ausserkraftsetzung derjenigen Bestimmungen des Abkommens bekannt, welche die Tätigkeit der Ueberwachungskommission und ihrer Inspektionsgruppen in dem unter der Kontrolle des United Nations Command stehenden Gebiete betreffen (1). Gleichentags liess er auch der Ueberwachungskommission ein entsprechendes Schreiben zugehen, in welchem die Massnahme der Südseite gleich wie in der Waffenstillstandskommission mit den "obstructions and violations of the terms of the Armistice on the part of the Korean People's Army and Chinese People's Volunteers side, and the obstructive conduct of the Czech and Polish Members of the NNSC and NNITS" (2) begründet wurde. Die anklagende Seite hatte dabei offensichtlich die der Gegenpartei wiederholt vorgeworfene systematische Verletzung des Abkommens hinsichtlich der Einfuhr von Kriegsmaterial im Auge, obwohl mit diesem Schritt die Suspensierung des fraglichen Paragraphen 13 lit. d AA noch nicht in Frage gestellt wurde. Beschleunigend auf den aus dem Lauf der Dinge zu erwartenden Schritte wird sich auch der Druck der der Neutralen Ueberwachungskommission feindlich gesinnten südkoreanischen Regierungskreise in Verbindung mit der Drohung neuer Demonstrationen gegen die sich in den südkoreanischen Einfuhrhäfen aufhaltenden

(1) 70. MAC-Meeting

(2) NNSC Doc. 275

Inspektionsgruppen ausgewirkt haben, wenn auch die den polnischen und tschechoslowakischen Mitgliedern vorgeworfenen Tatbestände der Spionage überwiegend in den Zeitraum von 1953 bis 1955 zurückfielen.

In der Folge wurde die Frage des Rückzuges der Inspektionsgruppen an sieben Sitzungen im Schosse der Ueberwachungskommission erörtert (1). Die dabei abgegebenen Grundsatzklärungen liessen erneut klar erkennen, dass die Nordneutralen im Gegensatz zu den Schweizern und Schweden ihr Mandat gänzlich im einseitigen Interesse der sie nominiert habenden Waffenstillstandspartei ausübten und die von der Nordseite verfochtenen Thesen unbesehen übernahmen. So beruhte nach polnischer und tschechoslowakischer Auffassung der Rückzug der Inspektionsgruppen auch auf der Basis des schwedischen Regierungsvorschlages vom 10. März 1956 mit dem Vorbehalt, jederzeit diese Gruppen zu reaktivieren, wenn es die Ueberwachungskommission für notwendig halte oder eine Partei eine "wohlbegründete Klage" gegen eine Abkommensverletzung vorbringe; die Massnahme des UNC wurde kurzerhand als einseitige Verletzung des Waffenstillstandsabkommens bezeichnet (2). Schweizerischerseits stand beim Vorgehen auch in diesem Falle die Natur des von unserem Lande übernommenen Mandates im Vordergrund, und es galt jede auch nur mittelbare Qualifizierung der von einer der Signatarmächte ergriffenen oder in Aussicht gestellten Handlungen - die NNSC ist dafür nicht zuständig - zu vermeiden. Das schweizerische Mitglied bemühte sich in diesem Sinne, für den Rückzug der Inspektionsgruppen eine einvernehmliche Grundlage unter den Waffenstillstandsparteien zu finden. Der Rückzug hätte sich im Einklang mit dem Abkommen auf eine von der Waffenstillstandskommission der Ueberwachungskommission gegebene Ermächtigung stützen können sollen. Am 4. Juni empfing die Kommission ein Schreiben der Nordseite, in dem diese ihr grundsätzliches Einverständnis mit dem Vorschlag der schwedischen Regierung vom 10. März 1956 gab (3). Seine Mitglieder einigten sich darauf rasch auf den Inhalt des am 5. Juni 1956 an die Waffenstillstandskommission gerichteten Schreibens, in dem sich einleitend der Gang der Ereignisse kurz geschildert findet. Unter Bezugnahme auf die erwähnten Zuschriften der beiden Seiten und gestützt auf Paragraph 49 AA empfahlen sie der Waffenstillstandskommission "to agree to the provisional withdrawal of the Neutral

(1) 255.-261. NNSC-Meeting

(2) NNSC Prot. 259, 260

(3) NNSC Doc. 277

Nations Inspection Teams stationed in the territory under military control of the two sides" (1).

Diesem Versuche, den Rückzug der Inspektionsgruppen mit einer Ermächtigung der Waffenstillstandskommission auszustatten und ihn somit auf eine für beide Seiten identische Rechtsgrundlage zu stellen, blieb der Erfolg wegen den gegensätzlichen Auffassungen der beiden Signatarmächte indessen versagt. In seiner Antwort vom 7. Juni 1956 bedauerte das Senior Member KPA/CPV-MAC, Generalmajor Jung Kook Rok, die von der NNSC der MAC "under the flagrant pressure of the United Nations Command side" (2) unterbreitete Empfehlung für den temporären Rückzug der Inspektionsgruppen, nachdem die Nordseite bereits am 71. Meeting der Waffenstillstandskommission den Vorschlag der schwedischen Regierung vorgelegt hätte. Er stimmte aber im übrigen der Empfehlung der Ueberwachungskommission unter den Vorbehalten zu, dass in der Funktion und den Befugnissen dieses Organs keine Aenderung eintrete, der Rückzug der Inspektionsgruppen lediglich ein vorübergehender sei und das Recht zur Reaktivierung unbestritten bleibe "in case either side of the parties to the Armistice brings a well-founded charge against any violation of the Armistice Agreement by the other side" (3).

Nächstentags orientierte auch das Kommando der Vereinigten Nationen die Ueberwachungskommission, dass es die Tätigkeit ihrer Kontrollgruppen auf den 9. Juni 1956 - also den folgenden Tag - suspendiere und den Rückzug der Teams in die Demilitarisierte Zone bis zu diesem Datum erwarte (4).

Am 9. Juni 1956 erhielt die Ueberwachungskommission ein weiteres Schreiben des United Nations Command, mit welchem dieses sein Bedauern darüber ausdrückte "that the Military Armistice Commission was unable to authorize the Neutral Nations Supervisory Commission to carry out its recommendation", ferner den kurzen Hinweis enthaltend, dass das Protokoll der 72. Sitzung der MAC und das erwähnte Schreiben vom Vortag als Antwort dieser Seite auf die Empfehlung der Ueberwachungskommission zu betrachten sei (5).

(1) NNSC Doc. 278

(2) NNSC Doc. 282

(3) NNSC Doc. 282

(4) NNSC Doc. 283

(5) NNSC Doc. 285

Die kurze Frist von 24 Stunden, die das Kommando der Vereinigten Nationen der Kommission für den Rückzug ihrer Inspektionsgruppen aus den südkoreanischen Einfuhrhäfen nach Panmunjom setzte, wurde von deren Mitgliedern mit Recht missbilligt und als Verstoss gegen ein Minimum internationaler Courtoisie bezeichnet. Die verbleibenden sechs Inspektionsuntergruppen in Nord- und Südkorea stellten ihre Tätigkeit auf Grund einer telegrafischen Weisung des Hauptquartiers der Ueberwachungskommission am 9. Juni 1956 um 0001 Uhr Ortszeit ein. Damit nahmen die wichtigsten Organe zur Ueberwachung derjenigen Bestimmungen des Waffenstillstandsabkommens, die eine Wiederaufrüstung der Streitmächte beider Seiten hätte verhindern sollen, deren Tätigkeit wegen der teilweise fehlenden Gutgläubigkeit der Parteien aber immer offensichtlicher zu einer Fiktion wurde, de facto ein wenig ruhmreiches Ende.

Der Rückzug der neutralen Inspektionsgruppen hatte eine örtliche Beschränkung der Tätigkeit der Ueberwachungskommission auf das Hauptquartier in der Demilitarisierten Zone zur unmittelbaren Folge. Fortan nahm die Kommission lediglich noch die täglichen Meldungen beider Waffenstillstandsparteien über den Verkehr von Militärpersonal und Kriegsmaterial entgegen, wobei sich in deren Auswertung insofern eine Aenderung ergab, als die Vergleichszahlen der Kontrollteams wegfielen und die Verantwortung über die Richtigkeit der Meldungen vollends den beiden Parteien zufiel.

Mittelbar wirkte sich der Rückzug der Inspektionsgruppen in weit differenzierterer Weise aus. Nachdem dieses Kontrollorgan die ihm im Waffenstillstandsabkommen zugedachten Aufgaben aus bekannten Gründen auch nicht annähernd zu erfüllen in der Lage war, kann mit seinem Rückzug kaum von einer strukturellen Einbusse in der Wirksamkeit der Ueberwachungskommission gesprochen werden. Die physische Präsenz der Inspektionsgruppen konnte die Wiederaufrüstung der beidseits der Demarkationslinie stehenden Streitkräfte - gegen Wortlaut und Sinn des Waffenstillstandsabkommens - nicht verhindern. Die sich häufenden gegenseitigen Beschuldigungen über die substantielle Verstärkung der gegnerischen Streitkräfte in Verletzung des Abkommens machten es - um das Ansehen der Ueberwachungskommission nicht noch weiter zu rampolieren - gerade zur gebieterischen Notwendigkeit, der Fiktion einer Kontrolle ein Ende zu setzen. Bis zum Rückzug der Inspektionsgruppen hatte auch das schweizerische Mitglied jeden Monat durch seine Unterschrift zu bestätigen,

dass die Parteien sich an die im Waffenstillstandsabkommen enthaltenen Verpflichtungen gehalten hätten, obwohl die Unterzeichnung rechtlich besehen lediglich bedeuten konnte, dass in den Einfuhrhäfen, in welchen feste Kontrollgruppen bestanden, kein Verkehr von Mannschaften und Kriegsmaterial erfolgte, der im Widerspruch zu den Waffenstillstandsbestimmungen gestanden wäre. Jedenfalls erleichterte es die Verantwortung der Neutralen Ueberwachungskommission wesentlich, wenn fortan die erwähnte Feststellung nicht mehr auf Grund einer unzulänglichen Kontrolle der Kommission selber, sondern gestützt auf die Mitteilungen der Parteien gemacht werden konnte. Die Wirkungsmöglichkeiten der Ueberwachungskommission verschoben sich mithin noch mehr als bisher auf die symbolisch-institutionelle Ebene.

Viel wesentlicher tangierte der Rückzug der Inspektionsgruppen den Status der Neutralen Ueberwachungskommission. Die Massnahme erfolgte wohl im Einverständnis beider Waffenstillstandsparteien, jedoch nicht auf gemeinsamer rechtlicher Grundlage, ja im Gegenteil, mit gewissermassen entgegengesetzten Motiven. Die Nordseite hielt daran fest, dass der Ueberwachungskommission weiterhin gewisse Kontrollbefugnisse ausserhalb der Demilitarisierten Zone zuständen und die Inspektionsgruppen jederzeit wieder in die Einfuhrhäfen entsandt werden könnten, wenn eine wohlbegründete Klage über eine Verletzung des Abkommens vorliege. Die Südseite verbat sich demgegenüber fortan jegliche Ueberwachungstätigkeit auf dem seiner Kontrolle unterstehenden Gebiete, wobei die an eine Aufhebung der Suspendierungsverfügung geknüpften Bedingungen - die Beendigung der "obstructions and violations of the terms of the Armistice on the part of the Korean People's Army and Chinese People's Volunteers side" (1) - solcher Art waren, dass sie der Natur der Sache nach nicht mehr erfüllt werden können. Das der Ueberwachungskommission übertragene Mandat ermangelte somit inskünftig zumindest teilweise der gemeinsamen Zustimmung der Waffenstillstandsparteien. Zuständig für die Neuumschreibung des Mandates waren ausschliesslich die Signatarmächte des Abkommens. Die schweizerische Delegation ergriff deshalb in richtiger Erkenntnis der Sachlage die Initiative zur Klärung dieser Grundsatzfrage durch das zuständige Organ. Sie schlug in

(1) NNSC Doc. 275

der Sitzung vom 26. Juli 1956 vor, ein Schreiben an die Militärische Waffenstillstandskommission zu richten "with a view of obtaining clarification on its present status and functions" (1), wobei darin einerseits auf den divergierenden Inhalt der Schreiben der beiden Waffenstillstandsparteien zur Begründung des Rückzugs der Inspektionsgruppen hätte hingewiesen, andererseits die Notwendigkeit des Handelns der Kommission auf der Grundlage der Zustimmung beider Signatarmächte hätte betont werden sollen.

Schweizerischerseits nahm man in Kauf, dass einem solchen Schritt die Gefahr von weiteren Implikationen innewohnte und die Erfolgsaussichten zur Klärung innerhalb der Waffenstillstandskommission sehr gering waren. Der Abklärungsversuch verlief denn auch bereits innerhalb der Ueberwachungskommission im Sande. Das polnische und das tschechoslowakische Delegationsmitglied stellten die Notwendigkeit eines solchen Schrittes bei der Waffenstillstandskommission schlechthin in Abrede mit der Begründung, dass der Rückzug der Kontrollgruppen lediglich provisorischen Charakter trage, keine der Waffenstillstandsparteien die Gültigkeit einer Bestimmung des Abkommens in Zweifel gezogen habe und die neue Lage im übrigen lediglich die beiden Partner des Abkommens und nicht die Ueberwachungskommission betreffe. Auch schwedischerseits fand unser Antrag keine Unterstützungsbereitschaft. Die Schweizer Delegation konnte immerhin bald darauf - wie unten näher ausgeführt ist - mit einer gewissen Genugtuung auf den gescheiterten Abklärungsversuch zurückkommen und verweigerte in logischer Folge unter Hinweis auf die fehlende gemeinsame Mandatsgrundlage ihre Zustimmung zu der von der Nordseite geforderten Entsendung einer neutralen Inspektionsgruppe.

Der erste Reaktivierungsversuch, wie er auf Grund der Haltung der Nordseite in der Frage des Rückzuges der Inspektionsgruppen nicht ausbleiben konnte, liess denn auch nicht lange auf sich warten und wurde nicht ohne rhetorisches Geschick vorgetragen. Ein Luftzwischenfall über Nordkorea, bei dem umstritten war, ob das abgeschossene Flugzeug des United Nations Command bewaffnet war oder nicht, gab dem Senior Member der KPA/CPV-MAC-Seite am 10. November 1956 den Anlass, die Ueberwachungskommission zu ersuchen, eine mobile Inspektionsgruppe an den Abschussort zu entsenden "in order to investigate whether the above-mentioned aircraft 'is unarmed' or not" (2). Erwartungsgemäss unterstützten

(1) NNSC Prot. 266

(2) NNSC Doc. 334

die beiden Nordneutralen in der Kommission den Antrag der Nordkoreaner und Chinesen unisono und mit Vehemenz. Sie beriefen sich vor allem auf die Paragraphen 28 und 41 AA und suchten ihre These mit der Behauptung zu bekräftigen, dass Existenz und Aufgaben der Mobile Inspection Teams - im Gegensatz zu den Fixed Inspection Teams - von keiner Partei je in Frage gestellt worden seien. Weder die Schweizer noch die Schweden konnten sich dieser Auffassung anschliessen. Seit dem Monat Juni 1956 fehlte die gemeinsame rechtliche Grundlage für den erneuten Einsatz der neutralen Kontrollgruppen, nachdem deren Rückzug als solcher wohl auf einem beidseitigen Konsens beruhte, über Begründung der Suspendierung und die Frage der Reaktivierung aber ein offener Dissens bestand. Mit Recht betonten diese Mitglieder auch, dass die Zurücknahme der Inspektionsteams sowohl die festen als auch die mobilen Gruppen umfasse. Nicht nur lässt Paragraph 40 AA keinen Raum für Zweifel über den Umfang des Begriffes der Neutral Nations Inspection Teams, sondern auch das Schreiben Generalmajor Gards vom 31. Mai 1956 äussert in dieser Hinsicht den Willen des Kommandos der Vereinigten Nationen unzweideutig (1). Schliesslich konnte die Schweizer Delegation eben hier auf ihre von den Polen und Tschechoslowaken abgelehnte Initiative zur Abklärung von Status und Funktion der Ueberwachungskommission durch die Waffenstillstandskommission hinweisen, welcher Mangel den Schweizern und nun auch den Schweden im Sinne ihrer Mandatsauffassung a priori verunmöglichte, dem Gesuche der KPA/CPV-MAC zuzustimmen. Der Gegensatz innerhalb der Ueberwachungskommission liess sich denn auch nicht überbrücken, und der Stand der Dinge gab den Polen und Tschechoslowaken diesmal keine Gelegenheit, nach aussen den Anschein der Einigkeit zu retten. So konnte die Kommission am 16. November 1956 der Nordseite lediglich antworten, dass sie nicht in der Lage gewesen sei, zu einer "joint solution on the question of dispatching the requested Mobile Inspection Team" zu kommen (2). In einem daraufhin an die Ueberwachungskommission gerichteten Schreiben bedauerte die Nordseite diese Sachlage und drückte die Erwartung aus, "that the Neutral Nations Supervisory Commission will overcome the present difficulties through the efforts of the members of four nations in the future" (3).

(1) NNSC Doc. 275

(2) NNSC Doc. 338

(3) NNSC Doc. 340

Achtzehn Monate später kam die Frage der Entsendung einer neutralen Inspektionsgruppe in anderem Zusammenhang und in etwas verklausulierter Form nochmals zur Sprache. Am 12. März 1958 teilte das Senior Member der KPA/CPV-MAC der Ueberwachungskommission mit, dass im Zuge der Zurückziehung der Chinesischen Freiwilligen aus Korea ein erstes Kontingent von 80'000 Mann das Land zwischen dem 15. März und 30. April 1958 durch den im Waffenstillstandsabkommen bestimmten Einfuhrhafen Sinjuju verlassen würde und "it is hoped that supervision and inspection will be conducted by your Commission" (1). Die Polen und Tschechoslowaken bezeichneten die durch diesen Rückzug geschaffene Lage als "a fact of the first magnitude" (2), der es mit neuem Geist zu begegnen gälte, und forderten die übrigen Mitglieder auf, der sofortigen Entsendung einer Inspektionsgruppe nach Sinjuju zuzustimmen. Die Hintergründe dieser Initiative lagen zu offen dar, und die Schweizer und Schweden konnten sich selbstredend nicht derart einseitig in den Dienst einer der Signatarmächte einspannen lassen. Schweizerischerseits wies man erneut auf das ungelöste Problem von Status und Funktionen der Ueberwachungskommission sowie auf die Natur des der Kommission übertragenen Mandates hin, das es im Interesse beider Parteien und nicht einseitig auszuüben gälte. Nicht zuletzt erinnerte das schweizerische Mitglied an die triviale Tatsache, dass seit dem Rückzug der Inspektionsgruppen die Parteien selber für die Richtigkeit der Meldungen über die Rotation von Militärpersonen verantwortlich seien und deshalb die zahlenmässig gewichtige Ausreise der Chinesen in den monatlichen Evaluationen ausreichend zum Ausdruck kommen würde. Nach Darlegung der verschiedenen Standpunkte schlug das polnische Mitglied unvermittelt vor, von dem Schreiben lediglich Kenntnis zu nehmen und dessen Empfang zu bestätigen, was in der Folge auch beschlossen wurde. Die Nordneutralen mussten bald gewahrt worden sein, dass sie nicht mit der Möglichkeit, ihren Standpunkt durchzusetzen, rechnen durften und dass nur mit dem letztlich vorgeschlagenen Verfahren der ihnen so wichtige Schein der Einmütigkeit nach aussen gewahrt bleiben konnte.

Begehren um Entsendung von Inspektionsgruppen in irgendeiner Form sind seither weder von der Militärischen Waffenstillstandskommission noch von der einen oder andern Signatarmacht je wieder gestellt worden. Formell wäre die Nordseite jederzeit berechtigt, die Ueberwachungskommission erneut um die

(1) NNSC Doc. 513

(2) NNSC Prot. 362

Entsendung von Inspektionsgruppen zu ersuchen, da diese Seite im Juni 1956 unter dem ausdrücklichen Vorbehalt zustimmte, dass der Rückzug vorübergehender Natur sei und der Kommission das Recht zur Entsendung der Teams wieder zukomme, wenn eine der beiden Waffenstillstandsparteien "a well-founded charge" über eine Verletzung des Abkommens durch die andere Partei vorbringe. Der Durchsetzung eines solchen Vorhabens stünden jedoch unter den heutigen Verhältnissen unüberwindliche rechtliche und praktische Schwierigkeiten entgegen. Die Entsendung einer Inspektionsgruppe nach Nordkorea auf alleiniges Verlangen der Nordseite - beispielsweise zur Untersuchung eines Luftzwischenfalles - ist nicht möglich, da schweizerischer- und schwedischerseits einem solchen Antrag im Sinne ihres Mandates nur zugestimmt werden wird, wenn er die Unterstützung beider Waffenstillstandsparteien findet. Diese vom Kommando der Vereinten Nationen erforderliche Zustimmung ist indessen nicht zu erwarten, einmal weil sie in logischem Widerspruch zur Erklärung vom 31. Mai 1956 stünde, die jede Inspektionstätigkeit in Südkorea untersagt, dann aber auch aus der Erfahrung, dass eine Inspektion von der Nordseite nur dann verlangt würde, wenn sie im Interesse der begehrenden Partei läge. Einem nördlicherseits geforderten Einsatz einer Inspektionsgruppe in Südkorea steht praktisch ausserdem das Verbot des United Nations Command entgegen, solche Teams auf dem ihr unterstehenden Territorium zuzulassen. Die Nordseite wird unter den gegenwärtigen Umständen in richtiger Erkenntnis der Schwierigkeiten ausserhalb und innerhalb der Ueberwachungskommission aller Voraussicht nach auf eine Wiederholung der gescheiterten Versuche vom November 1956 und März 1958 auch weiterhin verzichten.

Die Stellung der Südseite zur Frage der Inspektionen, Beobachtungen und Besichtigungen durch die Neutrale Ueberwachungskommission bleibt so lange unverändert, als die Erklärung vom 31. Mai 1956, in welcher der Rückzug ausdrücklich als nur vorübergehend bezeichnet wurde, nicht in irgendeiner Form - ausdrücklich oder durch eine konkludente Massnahme - widerrufen wird. Die für eine Aufhebung stipulierten Voraussetzungen sind nach Auffassung des United Nations Command von der Gegenseite offenbar nie erfüllt worden und nach dem heutigen Stand der Dinge objektiv auch kaum mehr erfüllbar. Die Suspendierung der neutralen Inspektionsgruppen wird heute von der Südseite aller Wahrscheinlichkeit nach als eine permanente angesehen.

Tatsachen lassen heute auch kaum mehr Platz für die Behauptung, die Tätigkeit der Inspektionsgruppen vom August 1953 bis Juni 1956 sei von mehr als nur recht geringem praktischen Wert gewesen. Der weitgehend fehlende

gute Glaube und die strukturelle Zusammensetzung der Gruppen sind für das Scheitern hauptverantwortlich. Die erneute Entsendung von Inspektionsgruppen liesse sich heute deshalb auch sachlich kaum rechtfertigen. Die Stationierung von festen Inspektionsgruppen im Sinne von Paragraph 43 AA hätte ein unkontrolliertes Wiederaufrüsten in Verletzung von Paragraph 13 AA verhindern sollen. Die totale Aufrüstung und Verstärkung der beidseits der Demarkationslinien stehenden Streitkräfte ist heute ein coram publico proklamiertes Faktum oder jedenfalls ein offenes Geheimnis. Dem erneuten Einsatz dieser Kontrollgruppen ist heute somit jede Grundlage entzogen. Darüber können auch die heute noch täglich eingehenden Meldungen beider Seiten über den Verkehr von Militärpersonen und der Nordseite über die Einfuhr von Kriegsmaterial nicht hinwegtäuschen, denn diese zu einer Farce gewordenen Zahlen haben lediglich noch einen symbolischen Sinn, handelt sich dabei doch um den letzten kleinen Rest der im Waffenstillstandsabkommen der Ueberwachungskommission übertragenen Aufgaben. Einen bedingten Wert könnten Beobachtungen und Besichtigungen von mobilen Gruppen an Orten ausserhalb der entmilitarisierten Zone, von wo Verletzungen des Abkommens als erfolgt gemeldet werden, im Sinne von Paragraph 28 AA unter gewissen Voraussetzungen noch haben. Diese Voraussetzungen sind der beidseitige Wille und gute Glaube der Parteien zur sachlichen Abklärung von Abkommensverletzungen. Ein solches Verhältnis hat aber zwischen den Waffenstillstandsparteien kaum je bestanden und unter den heutigen politischen Gegebenheiten auch keine Aussicht auf Verwirklichung, so dass der erneute Einsatz der mobilen Inspektionsgruppen gemäss Paragraph 28 AA a priori als sinnlos erscheinen muss. Die Reaktivierung der neutralen Inspektionsgruppen in der einen oder andern Form kann somit unter den gegenwärtigen Verhältnissen praktisch aus dem Bereiche des Wahrscheinlichen ausgeschlossen werden.

C. Das Problem um Paragraph 13 lit. d des Waffenstillstandsabkommens

Der Paragraph 13 lit. d AA legt den Abkommensparteien unter anderen die Verpflichtung auf, nur solches Kriegsmaterial nach Korea zu bringen, das während der Dauer des Waffenstillstandes zerstört, beschädigt, abgenützt oder aufgebraucht wird, und zwar Stück für Stück, jedes von gleicher Wirksamkeit und gleichem Typ. Aus der Vorgeschichte und der Anlage des Waffenstillstandsabkommens ist aber auch zu erkennen, dass dieses lediglich für eine relativ kurze

Dauer vorgesehen war, um nach angemessener Zeit durch ein auf politischer Ebene abgeschlossenes Abkommen abgelöst zu werden. Da bekanntlich eine politische Lösung für Korea noch nicht gefunden werden konnte, begann es dem Abkommen mit den Jahren notwendigerweise an der erforderlichen Geschmeidigkeit zu fehlen. Gewiss lassen die Paragraphen 35, 61 und 62 expressis verbis die Möglichkeit offen, Abänderungen und Ergänzungen zwischen den Signatarmächten gemeinsam zu vereinbaren, wobei der Militärischen Waffenstillstandskommission selber ein Recht zu Empfehlungen zukommt; die Parteien haben aber von dieser Dispositionsbefugnis nie Gebrauch gemacht. Die Entwicklung der Waffen und Ausrüstung seit anfangs der Sechzigerjahre liess es je länger je problematischer werden, sich an die starre Abkommensbestimmung - Kriegsmaterial lediglich Stück für Stück, von gleicher Wirksamkeit und vom gleichen Typ einzuführen - zu halten. Die Nordseite machte indessen zu keiner Zeit irgendwelche Aeusserungen über Schwierigkeiten dieser Art, doch wurde es immer zu einem offeneren Geheimnis, dass sich diese Partei andere Kanäle zur Umgehung der vertraglichen Schranke offenzuhalten wusste. Die auf der Südseite immer hörbarer werdenden Mahnungen, der einseitigen Wiederaufrüstung der Gegenseite zu steuern, waren deshalb nicht unverständlich. So bezeichnete die Regierung der südkoreanischen Republik die im Juni 1956 erfolgte Suspendierung der neutralen Inspektionsgruppen als halbe Massnahme. Die öffentliche Meinung fand sich deshalb vorbereitet auf die an der Sitzung der Militärischen Waffenstillstandskommission vom 21. Juni 1957 (1) erfolgte Eröffnung des UNC-MAC Senior Members, General Litzenberg, wonach "the United Nations considers that it is entitled to be relieved of corresponding obligations under the provisions of this paragraph until such time as the relative military balance has been restored and your side, by its actions, has demonstrated its willingness to comply." Die massive Reaktion der Nordseite liess nicht lange auf sich warten. Die Ueberwachungskommission, die von der Erklärung der UNC-MAC vorerst nicht formell unterrichtet wurde, erhielt bereits am 22. Juni ein informatives Schreiben vom Senior Member KPA/CPV-MAC, Generalmajor Jung Kook Rok, in dem dieser die Suspendierung als "entirely illegal and null and void" bezeichnete (2). In einem zweiten Brief vom 27. Juni 1957 sprach der gleiche Absender die Hoffnung aus, die Ueberwachungskommission "which is an institution for supervising the implementation

(1) 75. MAC-Meeting

(2) NNSC Doc. 405

of the Armistice Agreement and which has played and is playing a positive role in defending the Armistice Agreement, will make a corresponding contribution" (1). Gleichzeitig wurden der Kommission die von der nordkoreanischen und chinesischen Regierung über die Massnahme des UNC herausgegebenen Communiqués - ersteres mit einem Begleitschreiben - übermittelt (2).

Das Kommando der Vereinten Nationen orientierte die Neutrale Ueberwachungskommission erst mit Schreiben vom 29. Juni 1957 (3). Es begründete darin die Suspendierung von Paragraph 13 lit. d AA im wesentlichen mit den bereits am 75. MAC-Meeting vorgebrachten Anklagen gegen die Nordseite: Einfuhr von Kriegsmaterial in Verletzung der Stück-für-Stück-Klausel; Einfuhr von Kriegsmaterial vollkommen verschiedenen Typs und verschiedener Wirksamkeit von demjenigen, das sie zur Zeit des Abschlusses des Waffenstillstandes in Korea hatte; keine Meldung der Einfuhr solcher Ausrüstung und schliesslich Einfuhr von Ausrüstung durch andere als die im Waffenstillstandsabkommen erwähnten Eintrittshäfen.

Die Ueberwachungskommission sah sich damit mitten in die Erörterung einer Angelegenheit versetzt, die in erster Linie von den Vertretern der beiden Signatarmächte in der Waffenstillstandskommission hätte behandelt werden sollen. Offensichtlich suchte die Nordseite mit tatkräftiger Unterstützung durch die polnische und die tschechoslowakische Delegation eine Verurteilung der Südseite in der Ueberwachungskommission zu erreichen, nachdem sich die Waffenstillstandskommission für Debatten dieser Art totgelaufen hatte.

Die These der vorgenannten beiden Delegationen lautete in Anpassung an die nördliche Auffassung dahin, dass die Massnahme des United Nations Command eine Verletzung des Waffenstillstandsabkommens darstelle und es folglich die Pflicht der Ueberwachungskommission sei, diese Abkommensverletzung festzustellen, zu verurteilen und die Waffenstillstandskommission hievon in Kenntnis zu setzen. Vor allem das tschechoslowakische Mitglied, General Chyle, setzte sich mit brillanter Eloquenz für die Sache der Nordseite ein und verstand Argumente in die Diskussion zu werfen, die prima facie nicht einer begriffsjuristischen Grundlage entbehrten. So konnte seiner Auffassung, die wichtigste Ratio zur

(1) NNSC Doc. 414

(2) NNSC Doc. 412A, 415

(3) NNSC Doc. 413

Schaffung der Ueberwachungskommission sei gewesen, ein neutrales Organ ausserhalb der Einflussphäre der Kriegsparteien zu besitzen (1), nichts Wesentliches entgegengehalten werden, wenn es auch gerade den Nordneutralen offensichtlich Mühe zu bereiten schien, dieser doch klaren Erkenntnis entsprechend zu handeln. Nicht mehr gefolgt werden konnte aber seiner Forderung, die Ueberwachungskommission zu einem omnipotenten Schiedsorgan zu erheben, indem er die kühne Forderung aufstellte, die Kommission habe "to decide at every given moment whether or not the provisions of the AA have been violated" (2). Der von den nördlichen Kommissionspartnern vorgelegte Entwurf enthielt denn auch mit dem Passus "... the Neutral Nations Supervisory Commission is bound to express its apprehension with regard to the implementation of its obligations emanating from the Sub-paragraph 13 d of the Armistice Agreement" (3) eine unzulässige Qualifizierung der Massnahme des Kommandos der Vereinigten Nationen.

Die Schweizer und Schweden beriefen sich demgegenüber auf die Unzuständigkeit der Ueberwachungskommission für solche Fragen, die grundsätzlicher Art waren und dem Verhalten einer der Signatarmächte galten, und verwiesen sie in den Kompetenzbereich der beiden Waffenstillstandsparteien. Das schweizerische Mitglied bezeichnete die im Abkommen der Kommission übertragenen Aufgaben restriktiv als "clearly of a specific and limited nature" und führte über deren Stellung weiter aus: "We are not called upon to supervise the implementation of the agreement in general. We do not held the trusteeship for the truce agreement ... We are neither legally nor morally the superintendant over and above the signatories to the AA" (4). Unanfechtbar war auch die allgemeine Umschreibung des Aufgabenbereichs der Kommission insoweit, als sich dessen Funktion darin beschränkte, der Waffenstillstandskommission die tatbeständlichen Ergebnisse ihrer Ueberwachung, Beobachtung, Kontrolle und Untersuchungen zu melden, dies aber auch nur so lange, als beide Parteien des Abkommens der Kommission erlauben, zu überwachen, zu beobachten, zu kontrollieren und zu untersuchen (5). Die Weichen waren somit eindeutig gestellt: ein Verdikt über eine unilaterale Massnahme - um was es sich bei der Suspendierung von Paragraph 13 lit. d AA formell handelte - konnte lediglich von der Waffenstillstandskommission gefällt

(1) NNSC Prot. 323

(2) NNSC Prot. 323

(3) NNSC Prot. 320

(4) NNSC Prot. 322

(5) NNSC Prot. 318

werden. Der schweizerische Briefentwurf enthielt denn auch lediglich eine Aufzählung der Tatsachen, wie sie sich der Kommission stellten, sowie die Feststellung, dass die Angelegenheit vom Gremium erörtert worden sei, und schliesslich einen Hinweis auf die entsprechenden Verhandlungsprotokolle.

Nach einem Monat leidenschaftlicher Diskussion machten die Polen und Tschechoslowaken eine plötzliche Kehrtwendung, die der Kommission erlaubte, am 25. Juli 1957 ein Schreiben zu unterzeichnen, mit dem die strittige Angelegenheit um Paragraph 13 lit. d AA der Militärischen Waffenstillstandskommission formell überwiesen wurde (1). Dieser Brief diente in den späteren Erörterungen über die Einfuhr neuer Waffen der schweizerischen und der schwedischen Delegation als wichtiges Basisdokument, nachdem mit ihm der ganze Fragenkomplex beim zuständigen Organ zur Behandlung und Erledigung anhängig gemacht worden war. In Wirklichkeit gaben unsere nördlichen Partner aber nichts von ihrer grundsätzlichen Haltung auf; es ging ihnen beim Nachgeben einmal mehr lediglich darum, nach aussen hin die ihnen wichtig erscheinende Einigkeit im Schosse der Ueberwachungskommission zu demonstrieren. So begründete das tschechische Mitglied sein Einlenken mit folgenden Worten: "Ours (mandate) is the joint task to act as a body charged with a noble mission..... Having, therefore, reconsidered the common interest of all delegation in an expeditious winding up of our deliberations concerning the wording of the letter from NNSC to MAC and taking into account that the solution of this issue as well as the acknowledgment of receipt to both sides cannot be postponed any longer, the Czechoslovak Delegation recedes from its requirement to include the additional phrase after the second alinea....." (2). Sein Votum endete aber mit dem ausdrücklichen Vorbehalt, dass dieser Schritt unter keinen Umständen als Aenderung des in den vorausgegangenen Erörterungen eingenommenen Standpunktes ausgelegt werden könne (3). Der im Schreiben vom 25. Juli 1957 versteckte Dissens kam denn auch in den bald erneut aufflammenden Diskussionen über die Waffeneinfuhr offen und drastisch zum Ausdruck.

Den beiden Statements der nordkoreanischen und chinesischen Regierung gab die Kommission keine Folge, da sie als Organ lediglich mit der Militärischen Waffenstillstandskommission rechtlich liiert und folglich nicht zur Entgegennahme offizieller Mitteilungen von Regierungen - von denen die eine schweizeri-

(1) NNSC Doc. 427

(2) NNSC Prot.324

(3) NNSC Prot.324

scherseits nicht einmal anerkannt war - zuständig ist. Die beiden Dokumente wurden schlicht ad acta gelegt.

Die Suspendierung von Paragraph 13 lit. d AA wirkte sich unmittelbar auch auf den der Ueberwachungskommission übertragenen Aufgabenbereich aus. Während die Kommission ursprünglich gemäss Paragraph 47 in Verbindung mit Paragraph 41 AA die von den neutralen Inspektionsgruppen eingegangenen Berichte auszuwerten hatte, standen nach dem Rückzug dieser Teams als Evaluationsbasis lediglich noch die von den Waffenstillstandsparteien erstatteten Meldungen über den Verkehr von Militärpersonal und Kriegsmaterial zur Verfügung. Mit der Massnahme der Südseite schrumpfte dieser restliche Aufgabenbereich der Kommission noch weiter zusammen, denn das United Nations Command liess diese mit seinem Schreiben vom 29. Juni 1957 auch wissen, dass "Controlled Combat Material Reports and Controlled Combat Aircraft Reports, through 21 June 1957, will be made by the United Nations Command to the Neutral Nations Supervisory Commission. No such reports will be forwarded covering periods subsequent to that date, until further notice" (1).

Mit dem Ausbleiben der Materialmeldungen von der Südseite stand die Ueberwachungskommission vor der - wie es sich bald herausstellen sollte - schwierigen Aufgabe, eine neue Evaluationsformel zu finden. Für die Auswertung der Meldungen des Monats Juni 1957 konnte trotz zweimonatiger Erörterung des Problems keine Einigung gefunden werden, da die Nordneutralen daran festhielten, das Ausbleiben der Materialmeldungen sei eine Verletzung des Abkommens und diese hätte im monatlichen Bericht an die Waffenstillstandskommission zum Ausdruck zu kommen. Das schweizerische und das schwedische Mitglied richteten daraufhin am 20. September 1957 gemeinsam eine getrennte Meldung an die Waffenstillstandskommission, die beim Material lediglich eine Evaluation bis zum 21. Juni mit dem zusätzlichen Vermerk enthielt, nach diesem Datum keine Materialmeldungen mehr erhalten und die Angelegenheit um die Einfuhr neuer Waffen mit Schreiben vom 25. Juli 1957 dem Adressaten überwiesen zu haben (2). Auch die Polen und Tschechoslowaken reichten am 25. September 1957 einen gesonderten Bericht ein, der nördlicherseits eine Evaluation des Materialverkehrs für den ganzen Monat Juni, südlicherseits nur bis zum 21. Juni umfasste,

(1) NNSC Doc. 413

(2) NNSC Doc. 441

aber mit der zensurierenden Note, dass das Ausbleiben der Meldungen von der UNC-Seite nach dem genannten Datum mit den Bestimmungen von Paragraph 13 lit. d AA nicht vereinbar sei (1).

Die grundsätzliche Auseinandersetzung nahm bei der Erörterung der Evaluationsfrage für den Monat Juli 1957 ihren Fortgang, wobei die gesuchte Formel auch für alle inskünftigen Meldungen zu gelten hatte. In dieser vom September bis Dezember 1957 dauernden Diskussion brachten die vier Mitglieder die bereits bekannten Thesen über die rechtlichen Auswirkungen der Suspendierung von Paragraph 13 lit. d AA erneut in extenso vor. Die Haltung der nördlichen Kommissionspartner lässt sich recht gut im Votum des tschechoslowakischen Mitgliedes zusammenfassen, wonach "the violation of law, violation of the AA, committed by the UNC-side, cannot serve as a basis for creating a new 'quasi legal' ground for discontinuation, although temporary only, of one of the most important NNSC's function - the evaluation of the reports on the replacement of combat aircraft, armoured vehicles, weapons and ammunition, submitted henceforth to the NNSC by the KPA/CPV-side in accordance with the respective stipulations of the AA" (2). Schliesslich fanden sie sich im Sinne der schon öfters unter Beweis gestellten elastischen Verhandlungstaktik - oder, um in den Worten des tschechoslowakischen Mitgliedes zu sprechen, "as another proof of its traditional endeavour for cooperation with all the delegations to the NNSC" (3) - zu der doch bemerkenswerten Konzession bereit, sich mit dem schweizerischen und schwedischen Vorschlag einverstanden zu erklären, nur noch Meldungen über die Ein- und Ausfuhr von Militärpersonen an die Waffenstillstandskommission zu richten. Die Polen und Tschechoslowaken wollten offensichtlich nicht nur auch in dieser Sache nach aussen den Anschein der Einmütigkeit innerhalb der Kommission wahren, sondern es ging ihnen dabei zweifellos noch um ein viel Wichtigeres, nämlich um die Erhaltung des letzten Restes dessen, was der Ueberwachungskommission von ihrem ursprünglichen Aufgabenbereich überhaupt noch übriggeblieben war und somit das Bestehen dieses Organs formell noch rechtfertigte. Schweizerischer- und schwedischerseits erklärte man sich damit einverstanden, die vom Norden noch eingehenden Berichte über den Materialverkehr intern auszuwerten, ohne das Ergebnis der Waffenstillstandskommission zu melden.

(1) NNSC Doc. 445

(2) NNSC Prot. 339

(3) NNSC Prot. 339

Die Evaluation der Meldungen beider Seiten hat denn auch bis heute auf dieser Grundlage stattgefunden und bildet die einzige der von der Neutralen Ueberwachungskommission noch ausgeführten, durch das Waffenstillstandsabkommen ihr übertragenen Funktionen im Sinne der Paragraphen 41 ff.

Das Problem der Suspendierung von Paragraph 13 lit. d AA kam damit aber noch keineswegs zur Ruhe. Am 29. Januar 1958 gab das Kommando der Vereinigten Nationen in einer offiziellen Erklärung die Einfuhr von Atomwaffen nach Südkorea bekannt. Nach einem in der Waffenstillstandskommission an die Südseite gerichteten Protest (1) wandte sich die KPA/CPV-Seite am 3. Februar 1958 mit einem ausführlichen Schreiben auch an die Ueberwachungskommission, um gegen die Einfuhr von Atomwaffen und gegen die von den Amerikanern in der Nähe der Demilitarisierten Zone durchgeführten Manöver zu protestieren, nicht ohne die Suspendierung von Paragraph 13 lit. d AA erneut zu verdammen. Am Schlusse seines Briefes drückte Generalmajor Kang Sang Ho die Hoffnung aus, die Ueberwachungskommission "will closely watch the criminal activities of the United Nations Command side endangering the Korean Armistice..." (2). Diese Zuschrift wurde in den drei folgenden Sitzungen der Kommission erörtert, wobei im wesentlichen die im Sommer 1957 vorgebrachten Argumente erneut in die Diskussion geworfen wurden.

Die Polen und Tschechoslowaken machten geltend, die Einfuhr von Atomwaffen nach Südkorea stelle wie die Suspendierung von Paragraph 13 lit. d AA eine indiskutable Verletzung des Abkommens dar. Die Schweizer und Schweden brachten demgegenüber mit Recht vor, dass es sich bei der Einfuhr von Atomwaffen nicht um einen neuen Tatbestand, sondern lediglich um eine Konsequenz aus der Aufhebung von Paragraph 13 lit. d AA handle, somit um ein Problem, dessen Lösung nicht in den Kompetenzenbereich der Ueberwachungskommission falle und bereits im Sommer 1957 bei der Waffenstillstandskommission zur Behandlung anhängig gemacht worden sei. Die beiden nördlichen Kommissionspartner wurden bald gewahr, dass ein mehrheitsbeschluss zur Verurteilung der UNC-Seite auch diesmal nicht durchzubringen war. Das tschechoslowakische Mitglied schlug hierauf vor, das Schreiben - wie es im Präzedenzfall im Sommer 1957 geschehen war - der Waffenstillstandskommission zu übermitteln; sein Entwurf dazu enthielt wiederum eine, wenn auch indirekte Verurteilung der Südseite durch die

(1) 80. MAC-Meeting

(2) NNSC Doc. 492

Feststellung, die Kommission "expresses its anxiety over the created situation and expects its speedy improvement" (1). Sein Entwurf wurde angesichts der Haltung der Schweizer und Schweden indessen bald wieder zurückgezogen. Das schwedische Mitglied sah überhaupt keinen Grund, in dieser Angelegenheit ein Schreiben an die Waffenstillstandskommission zu richten. Die Kommission stimmte schliesslich mit drei Stimmen bei Stimmenthaltung der Schweden einem von der schweizerischen Delegation vorgelegten Briefentwurf zu, der als "letter of transmittal" lediglich zwei Essentialia enthielt: die Tatsache "to transmit herewith to the MAC copy of a letter received from the Senior Member KPA/CPV-side" und die Bemerkung, dass die NNSC "has considered this letter at its Plenary Meetings of..." (2).

Das Nachgeben der Polen und Tschechoslowaken ist auch im Falle der atomic canons in ihrem Streben zu sehen, nach aussen den Anschein der Einmütigkeit der Kommissionsmitglieder nicht zu verlieren. Die aus dem gleichen Anlass von Nordkorea und China der Ueberwachungskommission übergebenen Regierungserklärungen riefen in der Kommission keinerlei Echo hervor und wurden wie im vorgehenden Falle einfach zu den Akten gelegt.

Ein halbes Jahr später hatte sich die Ueberwachungskommission erneut mit dem Anklagefeldzug der Nordseite gegen das Kommando der Vereinigten Nationen wegen der Waffeneinfuhr zu befassen. Am 14. Juli 1958 liess das Senior Member der Nordseite der Kommission eine längere Erklärung des Aussenministers Nordkoreas über die Aufstellung von Lenkwaffen ("guided missiles") in der Nähe der Demilitarisierten Zone mit einem Begleitschreiben zugehen (3). Das Dokument zog einmal mehr Vergleiche zwischen den vom Norden eingeleiteten Schritten zur friedlichen Regelung der Koreafrage und den vom Süden ergriffenen provokatorischen und kriegerischen Massnahmen. Da das Statement von einem politischen Organ stammte und auch einen überwiegend politischen Charakter trug, fiel dessen Erörterung im Sinne von Artikel II lit. C und namentlich der Paragraphen 36, 41 und 50 AA nicht in den Kompetenzenbereich der Ueberwachungskommission. Andererseits wurde die Frage der Einfuhr neuer Waffen bereits im Sommer 1957 der Waffenstillstandskommission überwiesen. Die Stellungnahme des schweizerischen und des schwedischen Mitgliedes liess wiederum an Deutlichkeit nichts zu wünschen übrig,

(1) NNSC Prot. 356

(2) NNSC Doc. 502

(3) NNSC Doc. 566

wonach die Behandlung politischer Fragen im Schosse der Kommission keinen legitimen Platz hätte. Die Polen und Tschechoslowaken mussten bald eingesehen haben, dass der Vorstoss der Nordseite bei den beiden anderen Delegationen nicht durchschlagen konnte, und sie beschränkten sich denn auch darauf, an ihre im Sommer 1957 dargelegte Haltung zu erinnern, wonach Paragraph 13 lit. d AA noch immer, "despite the legally null and void UNC-side's attempts to abrogate it, fully obligatory for both the opposing sides" (1) sei. Da das Problem bei der Waffenstillstandskommission bereits anhängig war, bestätigte der Vorsitzende der Kommission richtigerweise lediglich den Empfang des Begleitschreibens des nördlichen Senior Members und nahm von dessen Inhalt Kenntnis, ohne formell oder materiell auf das Statement überhaupt einzugehen (2).

Am 22. Dezember 1958 wurde die Kontroverse um Paragraph 13 lit. d AA durch ein Schreiben des nördlichen Senior Members an die Ueberwachungskommission wegen der Einfuhr von Matadorgeschossen erneut in das Forum dieses Gremiums getragen. Generalmajor Kang Sang Ho bezeichnete darin die Massnahme des United Nations Command als "flagrant violation" des Waffenstillstandsabkommens und forderte die Kommission auf "to pay due serious attention to it and take corresponding measures" (3). Auch die Polen und Tschechoslowaken brachten in der folgenden Auseinandersetzung ihre Thesen wiederum im Gleichschritt mit den Nordkoreanern und Chinesen vor und forderten eine Verurteilung der Südseite. Die Schweizer und Schweden hielten daran fest, dass nur die Waffenstillstandsparteien für die Behandlung der Kontroverse zuständig seien, und wiesen einmal mehr auf den fundamentalen Grundsatz hin "that a continued corresponding agreement between the two sides on the NNSC's mandate is an indispensable prerequisite for the performance of the tasks entrusted to this Commission" (4).

Der von den nördlichen Kommissionspartnern eingebrachte und von ihnen als sehr entgegenkommend bezeichnete Vorschlag, den Brief kommentarlos an die Waffenstillstandskommission weiterzuleiten, wurde von den Schweizern und Schweden vorerst mit der Begründung abgelehnt, das Grundproblem sei bereits seit dem Juli 1957 beim zuständigen Organ anhängig und die besonderen Umstände, die im analogen Fall vom Februar 1958 zu einem ergänzenden Uebermittlungsakt Anlass

(1) NNSC Prot. 381

(2) NNSC Doc. 567

(3) NNSC Doc. 626

(4) NNSC Prot. 416

gegeben hätten, diesmal fehlten. Die Polen und Tschechoslowaken bestanden indessen auf der Weiterleitung des Briefes. Das schweizerische Mitglied schlug schliesslich im Sinne eines Kompromisses vor, der Nordseite und der Waffenstillstandskommission ein Schreiben zugehen zu lassen, wobei letzteres nur einen informativ-sinn für die Uebermittlung von Kopien des zwischen der Ueberwachungskommission und der Nordseite durchgeführten Briefwechsels haben sollte. Diese Lösung wurde von allen Kommissionsmitgliedern akzeptiert, doch blieben die grundlegenden Meinungsverschiedenheiten bestehen, was in den Schlussvoten deutlich zum Ausdruck kam.

Inzwischen verstrichen drei volle Jahre, bis das bereits erschöpfend erörterte Problem um Paragraph 13 lit. d AA erneut die Geister der Ueberwachungskommission - wenn auch diesmal aus einem anderen Anlasse - aufbrachte. Aeusserungen des UNC-MAC Senior members, Admiral Keith, in der 146. Sitzung der Waffenstillstandskommission veranlassten das tschechoslowakische Mitglied, in der Sitzung vom 19. Dezember 1961 in einer längeren und unsachlichen Erklärung die Verantwortung für die Einfuhr neuer Waffen nach Korea erneut voll und ganz der Südseite zuzuschreiben. Die Schweizer und Schweden fanden es mit Recht für opportun, ihre These der Unzuständigkeit der Kommission nochmals zu bekräftigen und gleichzeitig auf Paragraph 50 AA hinzuweisen, welche Bestimmung dem betroffenen Mitglied ermöglicht hätte, sich wegen den Aeusserungen von Admiral Keith unmittelbar an die Waffenstillstandskommission zu wenden. Gleichzeitig verwahrten sich die beiden Mitglieder gegen den Ton und die Form der tschechoslowakischen Erklärung, die sich mit Geist und Haltung einer neutralen Kommission in keiner Weise in Einklang bringen liess. Die Duplik von General Chyle brachte dieser Entgegnung wohl ein beschränktes Ausmass an höflichem Verständnis entgegen, gab aber auch unverhohlen zu verstehen, wonach diese "does not change a iota from that what the Czechoslovak Delegation has previously exposed" (1). Die Angelegenheit war mit der Bestätigung der gegenseitigen Standpunkte erledigt und zeitigte keine weiteren Folgen.

Die Illusion, dass die Frage der Einfuhr neuer Waffen nach Korea zumindest für die Ueberwachungskommission der Geschichte angehören sollte, erwies

(1) NNSC Prot. 569

sich nach weiteren vier Jahren, während denen sich die Arbeit dieses Organs weitgehend in der routinemässigen Erledigung der üblichen Meldungen über den Verkehr von Militärpersonen und Kriegsmaterial erschöpfte, als trügerisch. Das Senior Member der Nordseite, Generalmajor Pak Joong Gook, richtete am 3. Mai 1965 ein Schreiben an die Ueberwachungskommission, diese über die Einfuhr von F-5 Ueberschalljägern und Lenkwaffen durch die Südseite informierend und der Hoffnung Ausdruck gebend, die Kommission "will pay a serious attention to and consider the abovementioned crime committed by the UNC side, taking necessary steps" (1). Im Gegensatz zu den früheren Fällen konnte sich die Kommission über die Behandlung des Schreibens der Nordseite bald einigen - zweifellos ein Ausdruck der heutigen Verhältnisse innerhalb des kommunistischen Blocks. Die Reaktion der polnischen und der tschechoslowakischen Delegation erschöpfte sich in kurzen und recht fadenscheinigen Grundsatzklärungen, und die vom polnischen Mitglied vorgeschlagene Antwort zur Bestätigung des Empfanges des Briefes konnte nach Streichung einer etwas zensurierenden Klausel - die offenbar lediglich zur Wahrung des Gesichtes gegenüber dem Norden eingefügt wurde - von den Schweizern und Schweden ohne weiteres genehmigt werden, war sie doch mit dem von der Schweiz vorgeschlagenen Wortlaut der im Falle "Matador" an das Senior Member der KPA/CPV-MAC gerichteten Antwort identisch. Auch dem von der polnischen Delegation eingebrachten Entwurf zu einem Begleitschreiben informatorischen Sinnes an die Waffenstillstandskommission über den zwischen der Ueberwachungskommission und der Nordseite gepflogenen Briefwechsel durfte bedenkenlos zugestimmt werden, nachdem im Matadorfall bereits eine Präjudiz vorlag.

Die Motive, welche die Nordseite veranlasst haben mögen, nach sechsjährigem Schweigen die Ueberwachungskommission erneut mit dem Problem von Paragraph 13 lit. d AA zu belasten, liegen nicht offen dar. Es ist anzunehmen, dass die Südseite zwischen 1959 und 1965 nicht nur die F-5 Ueberschalljäger und die Hawk-Lenkwaffen an Kriegsmaterial nicht gleicher Wirksamkeit und nicht gleichen Typs eingeführt hat, da sich diese Signatarmacht ja nicht mehr als an die entsprechende Bestimmung gebunden betrachtete. Propagandistische Gründe werden für die Zuschrift der Nordseite auch nicht ausschlaggebend gewesen sein, nachdem die Tätigkeit der Neutralen Ueberwachungskommission in der Öffentlichkeit

(1) NNSC Doc. 1445

keine wesentliche Beachtung mehr findet, und deren Sitzungen ohnehin geschlossen sind; für Intentionen der Publizität hätte sich das Forum der militärischen Waffenstillstandskommission weit besser geeignet. Nicht auszuschliessen ist die Möglichkeit, die Nordseite habe den Anlass der Einfuhr der fraglichen Waffen wieder einmal dazu benützen wollen, um die nördlicherseits immer wieder betonte Existenzberechtigung der Ueberwachungskommission einmal mehr hervorzuheben. Die Statements der Polen und Tschechoslowaken sind in dieser Beziehung recht aufschlussreich, und in deren Schlussvoten fand das Thema der Einmütigkeit der Ueberwachungskommission auch in schwierigen Fragen eine besondere Aufmerksamkeit. Es ist deshalb nicht auszuschliessen, dass sich die Kommission nach Ablauf einer angemessenen Zeit erneut mit der Frage der Einfuhr neuer Waffen zu befassen haben wird.

Sowohl die schweizerische als auch die schwedische Delegation haben bei den Erörterungen um das Problem der Suspendierung von Paragraph 13 lit. d AA mit Recht immer wieder die Meinung vertreten, dass es nicht Sache der Neutralen Ueberwachungskommission sei, Erwägungen über die Legitimität oder Legalität des Verhaltens einer der beiden Waffenstillstandsparteien anzustellen. Auch bei sehr extensiver Interpretation der entsprechenden Bestimmungen kann in keinem Falle aus dem Waffenstillstandsabkommen eine solche Befugnis herausgelesen werden. Die Vorgeschichte des Abkommens führt zum gleichen Schluss. Die Ueberwachungskommission wäre in ihrer Struktur auch kein geeignetes Forum, eine anspruchsvolle Schiedsrichterrolle zu spielen. Es steht aber nichts entgegen, an dieser Stelle retrospektiv einige rechtliche Erwägungen über die Suspendierung von Paragraph 13 lit. d AA anzustellen. Beim Studium der Verhandlungsprotokolle der Waffenstillstandskommission fällt auf, wie selbst die unmittelbar betroffene Südseite kaum versucht hat, ihre Massnahme mit einigen anerkannten völkerrechtlichen Grundsätzen auch rechtlich etwas überzeugender zu begründen, was bei der Frage der Einfuhr neuer Waffen nicht hätte schwerfallen müssen.

↓
Das am 27. Juni 1953 abgeschlossene Waffenstillstandsabkommen ist ein völkerrechtlicher Vertrag, dem der Gedanke zu Grunde liegt, die Feindseligkeiten einzustellen, bis eine endgültige friedliche Beilegung des Konfliktes zustande kommt. Die durch einen Waffenstillstand geschaffene Lage stellt vorerst immer eine Interimslösung dar; der ihr zugrunde liegende Vertrag ist seiner Natur nach auf eine kurze Dauer ausgerichtet und beschränkt sich notwendigerweise auf das Wesentliche. Diese beiden Charakteristika dienen bei jedem Waffenstill-

standsabkommen als Schlüssel zur Lösung mancher Auslegungsprobleme.

Wie jeder Vertrag untersteht auch das Waffenstillstandsabkommen dem fundamentalen Rechtssatz "pacta sunt servanda", d.h. der Forderung, dass gemeinschaftlich beschlossene Verträge zu halten sind. So enthält auch die Präambel des Abkommens die ausdrückliche Erklärung, wonach die unterzeichnenden Vertragsparteien "do individually, collectively, and mutually agree to accept and to be bound and governed by the conditions and terms of armistice set forth in the following Articles and Paragraphs". Im weiteren präzisiert Paragraph 62, dass die Bestimmungen des Abkommens in Kraft bleiben, bis sie entweder von beiden Parteien einvernehmlich abgeändert oder ergänzt oder durch die Bestimmungen eines angemessenen, zwischen beiden Parteien auf politischer Ebene abgeschlossenen Abkommens über die friedliche Lösung ausdrücklich ersetzt werden. Diese beiden Voraussetzungen für eine Abänderung, Ergänzung oder Ersetzung des Abkommens sind aber bekanntlich nie erfüllt worden. Neben den im Verträge angegebenen Gründen können aber unter gewissen Voraussetzungen auch Regeln aus dem allgemeinen Völkerrecht zur ganzen oder teilweisen Aufhebung eines Waffenstillstandsabkommens herangezogen werden, so beispielsweise durch Herausbildung eines entgegenstehenden Gewohnheitsrechtssatzes oder durch die Unmöglichkeit der Erfüllung. Bei zweiseitigen Verträgen kann ein Staat ausserdem vom Vertrag zurücktreten, wenn die Gegenpartei den Vertrag verletzt hat oder wenn er sich mit ausreichendem Grund auf die "clausula rebus sic stantibus" berufen kann. Hinsichtlich des ersteren Rücktrittsgrundes ist in der Doktrin umstritten, ob die Verletzung jeder beliebigen Vertragsbestimmung der benachteiligten Partei das Recht zum Rücktritt gibt, ebenso, ob im Falle der Verletzung einer einzelnen Vertragsnorm der ganze Vertrag aufgehoben werden darf. Diese Frage stellt sich indessen in unserem Falle nicht in dem Ausmasse, da es sich bei der einseitigen Suspendierung von Paragraph 13 lit. d AA lediglich um eine vorläufige Aufhebung einer einzelnen, wenn auch sehr wichtigen Abkommensnorm handelt. Das UNC-MAC Senior Member, Generalmajor Litzenberg, unterstrich denn auch ausdrücklich in seinem Schreiben an die Neutrale Ueberwachungskommission vom 29. Juni 1957, das Kommando der Vereinigten Nationen "intends, as it has in the past, fully to observe the Cease-Fire provisions of the Armistice Agreement. It intends also to observe all of the other provisions of the Armistice Agreement..." (1). Von wesentlicher Bedeutung für die rechtliche Subsumierung der Massnahme ist die

(1) NNSC Doc. 413

Tatsache, dass sich die UNC-MAC Seite zur Rechtfertigung ausdrücklich auf die Verletzung des Waffenstillstandsabkommens durch die Nordseite beruft und diese Behauptung durch die Aufzählung von Vertragsverletzungen durch die Gegenseite zu belegen versucht. Sind nun die von der Südseite vorgebrachten Behauptungen für die einseitige Suspendierung dieser wichtigen Abkommensnorm ausreichend? Grundsätzlich wäre es Aufgabe der Waffenstillstandskommission gewesen, die Durchführung des Abkommens zu überwachen und allfällige Verletzungen auf dem Verhandlungswege zu bereinigen. Dieses Organ ist aber aus Gründen, die teilweise in grundlegenden Mängeln und Lücken des Waffenstillstandsabkommens liegen, in der Hauptsache aber politisch-weltanschaulich bedingt sind, nie in der Lage gewesen, den ihm zugewiesenen Auftrag sinngemäss zu erfüllen. Auch die ihr beigegebene Neutrale Ueberwachungskommission konnte ihre Ueberwachungs-, Beobachtungs-, Inspektions- und Untersuchungsfunktionen kaum je in zweckdienlicher Weise ausüben. Aus allen diesen Gründen sah sich das Kommando der Vereinigten Nationen der Möglichkeit beraubt, die behaupteten Verletzungen des Abkommens durch die Nordseite im Sinne einer Beweisführung durch die Ueberwachungskommission feststellen zu lassen. Ein wichtiges Indiz für deren Richtigkeit dürfte in diesem Zusammenhang die Stellungnahme des schweizerischen und des schwedischen Mitgliedes in ihrem Antwortschreiben an General Lacey vom 4. Mai 1954 sein, in dem diese gewisse Besorgnisse über die verschiedene Auslegung des Abkommens durch die Parteien sowie die Haltung der nordkoreanisch-chinesischen Seite in Fragen der Kontrolle zum Ausdruck brachten und schliesslich darauf hinwiesen, dass die Neutrale Ueberwachungskommission unter den gegenwärtigen Bedingungen nicht in der Lage sei, gemäss der mutmasslichen Absicht der Unterzeichner des Waffenstillstandsabkommens zu handeln (1). Auch die von den kriegführenden Parteien der Kommission zur Kontrolle gemeldeten Materialmengen redeten die gleiche Sprache. Der Südseite standen mithin keine rechtlichen Mittel zur Verfügung, um diesem auf die Dauer kaum zumutbaren Zustande Abhilfe zu verschaffen. Wenn auch die behaupteten Verletzungen des Waffenstillstandsabkommens durch die Nordseite strengrechtlich nicht bewiesen wurden - formelle Beweise sind im Völkerrecht ohnehin kaum zu erbringen, da im übernationalen Rechtsbereich eine neutrale Untersuchungsinstanz meist fehlt - und infolge der Lähmung der hierfür bestellten Organe auch nicht bewiesen werden konnten, so erscheinen die Vorwürfe der Südseite auch bei strenger objektiver Beurteilung als ausreichende

(1) NNSC Doc. 126

Grundlage zur Deckung der unilateralen Massnahme nicht nur in moralischer, sondern auch in rechtlicher Hinsicht. Kein Rechtssubjekt kann an einen Vertrag gebunden bleiben, wenn dieser von der Gegenpartei offensichtlich und systematisch verletzt wird und eine substantielle Existenzgefährdung des verletzten Subjektes nach sich zieht. Es spielt dabei keine Rolle, ob die verletzende Partei den Vertrag formell bricht oder ihn in seinen wichtigen Bestimmungen einfach umgeht. Wie die meisten völkerrechtlichen Verträge ist auch das Waffenstillstandsabkommen eine *lex imperfecta* - eine Satzung, die für den Fall des Zuwiderhandelns keine Rechtsnachteile androht - weshalb der verletzten Partei keine andere Wahl bleibt, als gegebenenfalls zu völkerrechtlich zulässigen Selbsthilfemassnahmen Zuflucht zu nehmen.

Erscheint somit die Suspendierung von Paragraph 13 lit. d AA durch das Kommando der Vereinigten Nationen wegen Verletzung des Abkommens durch die Nordseite als gerechtfertigt, so braucht nicht untersucht zu werden, ob die einseitige Lossagung von der genannten Abkommensnorm auch anderen Rechtsgründen genügen würde. Es wäre dabei vor allem an die bereits erwähnte "*clausula rebus sic stantibus*" zu denken, das heisst an den stillschweigenden Vorbehalt der Vertragsparteien, dass die Dinge so stehen bleiben, wie sie bei Vertragsabschluss standen. Fallen die vorausgesetzten Umstände weg, dann kann ein Vertrag nach allgemeiner Völkerrechtslehre seine Geltung verlieren - immer natürlich unter der Bedingung, dass sich eine Partei auf diesen Auflösungsgrund beruft. Bekanntlich lassen nun Vorgeschichte und Anlage des Waffenstillstandes die Absicht der Parteien erkennen, das Abkommen lediglich für eine kurze Uebergangszeit abzuschliessen, um es nach angemessener Zeit durch eine auf politischer Ebene auszuarbeitende friedliche Lösung der Koreafrage zu ersetzen. Zur Rechtfertigung dieses Auflösungsgrundes wäre darzulegen, dass sich die Parteien nicht in dem Ausmasse, wie es besonders der Paragraph 13 lit. d AA stipuliert, gebunden haben würden, wenn sie eine derartige zeitliche Dehnung der Geltung des Waffenstillstandsabkommens bei dessen Abschluss ins Auge gefasst hätten, und ihnen die Erfüllung der entsprechenden Vertragsnorm *bona fide* nicht mehr zugemutet werden kann. Der Nachweis einer solchen mutmasslichen Intention wäre namentlich aus Gründen der allen Waffenstillstandsabkommen innewohnenden Charakteristika des Temporären nicht sehr schwer zu erbringen. Die Tatsache, dass die Paragraphen 61 und 62 die Abänderung und Ergänzung des Waffenstillstandsabkommens theoretisch ermöglichen, kann für die Geltendmachung dieses Auflösungsgrundes keine entscheidende Rolle spielen, weil die Waffenstillstandskommission kein wirklich arbeitsfähiges Organ ist und deshalb die Möglichkeit einer einvernehmlichen Modifikation des Abkommens faktisch kaum besteht.

LA DELEGATION SUISSE

A. Organisation interne

J'ai eu le plaisir de trouver à Pan Mun Jom une équipe de jeunes officiers et sous-officiers dynamiques, d'une tenue parfaite et accomplissant leur travail quotidien avec conscience et bonne humeur. Je les remercie de leur collaboration loyale et intelligente. Le colonel Walter Trudel a exercé les fonctions de remplaçant du chef de délégation jusqu'au 16 mars 1965; son successeur a été désigné en la personne du major Rudolf Homberger, arrivé le 12 mars en Corée. Ces deux officiers supérieurs ont contribué par leur personnalité et leurs mérites à maintenir au sein de la délégation suisse cet excellent esprit que mes collègues étrangers se sont toujours plus à reconnaître. Je les en remercie. Le capitaine Walter Meier a assumé les fonctions de secrétaire de la délégation avec intérêt et compétence; il s'y est préparé par l'étude sérieuse des questions fondamentales ayant fait l'objet des discussions au sein de la commission neutre de contrôle au cours des années passées. Peu avant son départ de Suisse pour la Corée, le capitaine Meier a eu l'occasion, à ma demande, de prendre d'utiles contacts avec le suppléant du chef du service politique Est du département politique. Il serait souhaitable que cette manière de faire soit maintenue lorsqu'il s'agira de désigner les futurs secrétaires de la délégation.

En ce qui concerne les fonctions de l'"Alternate Member", elles sont clairement définies dans la convention d'armistice (art. 37) : "Chaque membre désignera un suppléant qui le remplacera aux séances auxquelles, pour une raison quelconque, il ne pourra assister. Ces suppléants devront être de la même nationalité que les membres qu'ils seront appelés à remplacer".¹⁾ La présence à Pan Mun Jom d'un officier supérieur suisse (major ou colonel) revêtant les fonctions de suppléant du chef de délégation ne se justifie donc que pour autant qu'il soit réellement en mesure d'exercer les fonctions que l'accord d'armistice lui assigne. Il est dès lors important que l'"Alternate Member" soit désigné et préparé en vue de cette tâche. Tel n'est cependant pas

1) On notera que la convention d'armistice ne prescrit pas que l'"Alternate Member" doit être un officier supérieur. Ainsi, le suppléant du membre polonais, généralement un diplomate, revêt un uniforme sans indication de grade.

le cas. Les fonctions de suppléant du chef de la délégation suisse ont en effet subi au cours des années une évolution qui en a profondément modifié la nature et le sens; l'"Alternate" est devenu essentiellement un "commandant militaire". J'ai déjà eu l'occasion de relever dans mon rapport de fin de mission en 1963 - et je l'ai constaté une fois de plus - que la tâche de "commandant militaire" de la délégation dévolue à un officier supérieur ne revêt plus qu'une importance très secondaire dès lors que l'effectif de la délégation ne comporte plus depuis le 15 décembre 1959 que 9 officiers et sous-officiers y compris le chef de délégation et son remplaçant. Cette tâche spécifique pourrait être supprimée sans inconvénient majeur pour la bonne marche du service. ¹⁾ Les quelques travaux d'administration générale et de coordination au sein du groupe suisse (v. "Pflichtenheft für den Alternaten" Februar 1964) pourraient facilement être assumés par le chef de délégation ou confiés, sous sa direction, à l'un de ses collaborateurs. Ce problème, qui a déjà retenu l'attention de plusieurs de mes prédécesseurs - et n'a pas échappé non plus à celle des membres de la délégation - devrait faire à mon avis l'objet d'un nouvel examen de la part des services intéressés de la centrale. L'occasion qui m'a été donnée d'accomplir une deuxième mission en Corée m'a également permis de mieux approfondir certaines questions relatives à l'organisation interne de la délégation suisse. Comme je l'ai mentionné plus haut, les expériences faites en 1962/1963 ont été confirmées en ce qui concerne les fonctions de l'"Alternate Member". En revanche, j'ai été amené à modifier

1) En 1964 et 1965 notamment, les membres polonais et tchécoslovaque de la NNSC ont été remplacés à diverses reprises aux séances de la commission par leurs secrétaires. Le membre suisse pourrait également désigner le secrétaire de sa délégation pour le remplacer aux séances auxquelles il ne pourrait assister. La convention d'armistice lui en donne d'ailleurs le droit; l'art. 38 A.A. stipule en effet que "les membres de la commission neutre de contrôle seront autorisés à utiliser les services du personnel d'état-major fourni par les nations neutres suivant les besoins. Les membres de ce personnel d'état-major pourront être nommés membres suppléants de la commission de contrôle".

Le ministre F. Real s'était déjà exprimé dans le même sens en 1956/1957: "Die Entwicklung in der NNSC und der Delegationsabbau veranlasste mich sodann, den zuständigen Bundesbehörden vorzuschlagen, dass die Struktur der Koreadelegation im Lichte der veränderten Lage eingehend überprüft werde. Die neue Situation scheint mir insbesondere eine Vereinfachung in dem Sinne zu rechtfertigen, dass die Aufgaben des Alternaten und diejenigen des Delegationssekretärs in einer Person vereinigt würden. Eine solche Personalunion besteht teilweise auch in den andern Delegationen." (Schlussbericht F. Real, S. 31)

mon premier point de vue quant à la nécessité de considérer comme un minimum l'effectif actuel de la délégation, tel qu'il existe depuis la fin de l'année 1959. J'ai pu me convaincre qu'une rationalisation des tâches incombant à une partie des collaborateurs du chef de délégation comme aussi une meilleure utilisation de l'excellent personnel dont il dispose, permettrait de réduire d'une unité le groupe des capitaines, officiers subalternes et sous-officiers. Cette question devrait aussi faire l'objet d'une nouvelle étude et ceci dans l'intérêt même de la délégation comme dans celui des finances de la Confédération dont les charges qu'elle assume pour l'entretien de la délégation suisse en Corée pourraient être allégées d'une manière substantielle. J'ai soumis, à ce sujet, des propositions au remplaçant du chef du personnel de l'armée et au département politique.

En passant, je voudrais mentionner que les uniformes d'été de couleur kaki adoptés officiellement en 1964 se sont révélés pratiques et bien adaptés aux conditions climatiques en Corée. A ce propos, il est piquant de constater que l'Administration est arrivée, après onze années, aux mêmes conclusions que le colonel divisionnaire Friedrich Rihner qui peu après son arrivée à Tokio en juillet 1953 décidait de doter les membres de la délégation suisse de vêtements légers en tissu kaki; on se souvient que cette mesure fut rapportée à l'époque à la suite des critiques qu'elle avait soulevées en Suisse.

Par ailleurs et après entente avec l'ambassade de Suisse au Japon les dossiers contenant en particulier la correspondance - en grande partie confidentielle - que la délégation a échangée avec le département politique et le département militaire pendant la période de juillet 1953 à la fin de l'année 1962, ont été transférés à Tokio au mois d'avril 1965. J'ai estimé que l'évacuation de ces dossiers était indiquée pour des raisons de sécurité. Le dépôt temporaire de ces archives auprès de notre ambassade à Tokio plutôt qu'à Berne permet au chef de délégation de disposer rapidement des dossiers dont il s'agit au cas où il lui serait nécessaire de consulter certains d'entre eux. Le département politique et les services du chef du personnel de l'armée ont été informés de ce qui précède.

Le colonel Mario Marguth, remplaçant du chef du personnel de l'armée, s'est employé comme par le passé à faciliter notre tâche. Je lui en sais vivement gré et le remercie de sa courtoisie. Je tiens également à exprimer ma gratitude à Monsieur l'Ambassadeur Jean de Rham et à ses collaborateurs à Tokio pour leur obligeance et les services qu'ils nous ont constamment rendus. Je ne voudrais pas manquer non plus de souligner combien l'équipe suisse de Pan Mun Jom a été heureuse de recevoir la visite - les 30 et 31 janvier - de l'Ambassadeur de Suisse et de Madame de Rham. Cette visite qui s'est inscrite dans le cadre du séjour que notre Ambassadeur a effectué en Corée en vue de la remise de ses lettres de créance au Président Park Chung Hee, a laissé un souvenir durable à tous les membres de la délégation.

B. Relations extérieures

La délégation a continué comme par le passé à entretenir des rapports courtois avec les représentants des deux parties ex-belligérants et les membres des autres délégations auprès de la commission neutre de contrôle. Ces relations ont été cordiales avec le groupe suédois et les officiers américains, coréens et étrangers rattachés à l'état-major du commandement des nations unies. J'ai eu personnellement le privilège d'entretenir avec mon collègue suédois, le général Birger Hasselrot, d'excellentes et amicales relations. Il en a été de même avec l'amiral Paul Blackburn, délégué de l'UNC auprès de la commission militaire d'armistice et son successeur, le général William P. Yarborough. L'amiral Blackburn, qui a quitté la Corée en février pour assumer le commandement de la septième flotte américaine du Pacifique, a passé une partie de sa jeunesse en Suisse romande; il connaît bien la Suisse et nos rapports ont été le reflet de la sympathie qu'il témoigne à l'égard de notre pays.

Les membres tchécoslovaque et polonais de la NNSC continuent - comme je l'avais déjà constaté en 1962/63 - à éviter tout ce qui pourrait compromettre le climat de détente qui règne au sein de la commission neutre. Mes relations avec le général polonais W. Kopyjowsky et le colonel tchèque Karel Dorsky ont été agréables, souvent cordiales.

Des rapports courtois et corrects ont également été entretenus avec le général Pak Jung Kuk, senior member KPA/CPV-MAC, qui a reçu à plusieurs reprises les membres de la NNSC à son quartier-général de Kaesong (chaque fois en présence du représentant chinois qui s'efface toujours derrière les nord-coréens).

Le soussigné et son collègue suédois ont été invités par le délégué sino-coréen auprès de la commission militaire d'armistice à se rendre à Pyongyang du 22 au 26 juin. J'ai aussi participé à la visite traditionnelle des cités historiques de la Corée du Sud, organisée par les autorités militaires coréennes.

La délégation a eu le privilège de recevoir, le 31 mai, le Président du Comité international de la Croix-Rouge et Madame Samuel Gonard. Nous avons également eu la visite d'un journaliste suisse, M. Ineichen, correspondant de la "National-Zeitung".

CONCLUSIONS

La commission de contrôle des nations neutres ne sert plus, en définitive, qu'à témoigner par sa seule présence symbolique de l'existence d'un armistice de fait plus que de droit, si l'on considère qu'à la suite du retrait des équipes de contrôle en 1956 et de l'abrogation unilatérale de l'article 13 de la convention d'armistice par le commandement des nations unies en 1957, la NNSC n'a plus été en mesure - à part l'enregistrement des mouvements de personnel militaire et des déclarations d'entrée et de sortie de matériel de combat émanant du côté nord - d'accomplir ce qui pouvait encore subsister de son mandat initial. On sait aussi que les fonctions analytiques de la commission neutre n'assurent aucun contrôle effectif des rotations de personnel.

L'essence de l'armistice consiste depuis plusieurs années dans le cessez-le-feu et le maintien d'une ligne de démarcation.¹⁾ Cette situation n'est nullement conditionnée par la présence de la NNSC dont les fonctions et le statut sont devenus lettre morte; sa suppression ne saurait non plus modifier l'état de fait actuel. Je ne puis dès lors me rallier à l'opinion parfois exprimée selon laquelle une dissolution éventuelle de la commission neutre pourrait provoquer une reprise des hostilités. Je pense plutôt que l'unique raison d'être de la NNSC ne réside plus aujourd'hui que dans sa seule qualité de témoin officiel de l'existence d'un armistice en Corée. Les deux parties ex-belligérantes se plaisent à souligner l'importance que revêt à leurs yeux la présence de la commission. Le sud comme le nord se prononcent pour son maintien. Mais les raisons invoquées de part et d'autre pour justifier l'existence de la NNSC n'ont plus guère de rapport avec le mandat qui lui a été assigné par la convention d'armistice; elles procèdent bien plus d'une appréciation politique de la situation, différente celà va sans dire selon qu'elle se situe à Pyongyang/Pékin ou à Séoul/Washington. M. Chou En-lai a dit de la NNSC qu'elle constituait le "seul point de contact dans une mer de non-contacts"; c'est une bonne définition du rôle actuel de la commission neutre.

1) Le général américain Cecil E. Combs, ancien senior member UNC-MAC estime que "the armistice is not preserved by the talking we do or say at Panmunjom but... by the balance of armed forces. Were it not for the strong UNC,... the armistice wouldn't mean a thing. I am convinced that any sign of weakness might encourage the north Koreans... to attempt to reunite Korea, again by force of arms, as they tried in June, 1950." Cfr. *Koreana Quarterly*, 1965/1, p.155.

Quoiqu'il en soit, j'arrive - comme à la fin de ma première mission - à la conclusion que la Suisse pourrait difficilement, dans la conjoncture actuelle, prendre l'initiative de retirer sa délégation et d'assumer par là-même la responsabilité de la dissolution de la commission neutre. Par ailleurs et dès lors que les deux parties ex-belligérantes attachent du prix au maintien de la commission, il y a là me semble-t'il - même s'il n'est pas toujours facile de discerner les véritables motifs de leur attitude - une raison valable et suffisante pour notre pays de continuer à participer à une action entreprise, en 1953, dans l'intérêt de la paix.

août 1965

